

DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

Tebboune redessine l'Algérie !

CHERIF ALI

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

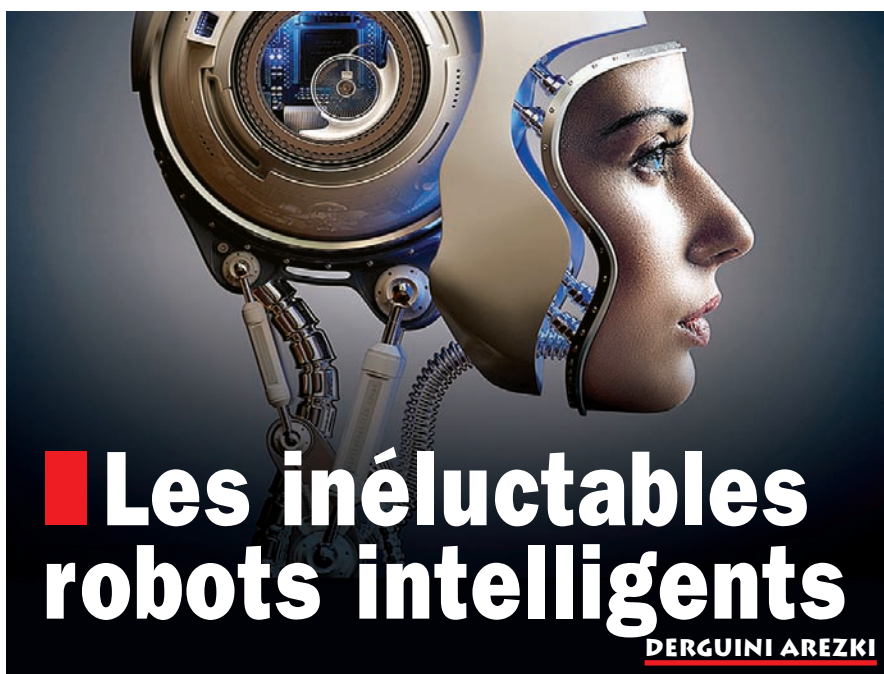
D'ORAN



ADAPTER LA GRH PUBLIQUE À LA LOI ORGANIQUE
RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES (LOLF)

LE GRAND DÉFI

BOUDINA RACHID



Les inéluctables robots intelligents

DERGUINI AREZKI

Mali : la dictature d'Assimi Goïta met tout le Sahel en péril

SALAH LAKOUES



FRANCE

Crise politique, crise de régime

SID-LAKHDAR BOUMEDIENE



FRANCE, FIN DE CYCLE

L'âne de Buridan



Livres : les morts... Vivants

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

P. 4 à 9

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

En cours en Egypte
D'autres factions
palestiniennes
se joignent
aux négociations

Mercredi, 732^e jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 219^e jour du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 71 victimes lors des précédentes 24h (mardi), dont 10 martyrs et 61 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, précisant qu'un certain nombre de victimes est encore dans les rues ou sous les décombres et que les services des ambulances et de la protection civile ne peuvent pas atteindre en raison des bombardements.

Le bilan des victimes depuis le 7 octobre 2023 passe à 67.183 martyrs et 169.841 blessés. Depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël, le 18 mars 2025, le nombre de victimes des bombardements sionistes atteint 13.588 martyrs et 57.800 blessés, ajoute le ministère. Pour les victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire, le document rapporte également que les tirs des soldats de l'armée d'occupation et des mercenaires américains de la Fondation « GHF » ont fait 11 blessés, portant le nombre total à 2.613 martyrs et 19.164 blessés. A Ghaza, «seuls 14 des 36 hôpitaux fonctionnent partiellement», affirme l'Organisation mondiale de la Santé. «Seuls 14 des 36 hôpitaux de Ghaza fonctionnent partiellement et seul un tiers des 176 établissements de soins primaires fonctionnent», a déclaré Hanan Balkhy, directrice régionale de l'OMS pour la Méditerranée orientale, d'une conférence de presse, a rapporté Al Jazeera.

Mme Balkhy, qui supervise l'enclave assiégée, a souligné que Ghaza est confrontée à «de graves pénuries d'électricité, d'eau potable et de médicaments, ainsi qu'à des équipements hors d'usage et à des infrastructures endommagées dans les établissements de santé encore opérationnels».

« Certains établissements ont été touchés, puis réhabilités, puis à nouveau touchés », a-t-elle ajouté, lors de son intervention, précisant que «sept femmes enceintes et allaitantes sur dix à Ghaza souffraient de malnutrition aiguë et qu'un bébé sur cinq naissait en sous-poids ou prématuré».

LE PORTE-PAROLE DE L'UNICEF : SURPRIS PAR LE SILENCE MONDIAL FACE AU MASSACRE DE 20.000 ENFANTS

«Quoi qu'il arrive à Ghaza, les missions humanitaires vitales sont toujours refusées. Les bombardements se poursuivent. Et des enfants continuent d'être tués», a écrit hier le porte-parole de l'UNICEF, James Elder,

sur son compte de la plateforme X (ex-Twitter). Interrogé par Al Jazeera, Elder s'est dit «surpris par l'inaction du monde malgré le massacre de près de 20.000 enfants dans la bande de Ghaza, dont 1.000 nourrissons», ajoutant qu'«un tiers des naissances dans l'enclave sont prématurées, avec une grave pénurie de matériel de soins spécialisés. L'interdiction d'entrée de la nourriture et de couveuses aggrave la situation des enfants et des nouveau-nés».

A propos des déplacements forcés, James Elder a déclaré que «les autorités israéliennes exigent que tous les habitants de la ville de Ghaza, y compris des milliers d'enfants, se déplacent vers le sud. Les habitants du nord de la bande ne savent pas où aller et les zones de déplacement sont dangereuses», notant que «les déplacements continus, répétés à maintes reprises, exacerbent le traumatisme et l'anxiété des enfants».

«Chacun sait que la renaissance de Ghaza est liée à l'émergence d'une génération instruite, car l'éducation est l'avenir», a-t-il conclu sa déclaration sur Al Jazeera.

Toujours sur Al Jazeera, le Secrétaire général du Conseil norvégien pour les réfugiés a appelé à «autoriser immédiatement l'entrée de l'aide humanitaire» à Ghaza. «L'aide humanitaire et la nourriture doivent être autorisées à entrer à Ghaza immédiatement. Nous espérons que la guerre prendra fin avec un accord autorisant l'entrée de nourriture et l'ouverture de tous les points de passage sous la supervision d'observateurs internationaux», a-t-il ajouté, rappelant que «Israël continue de nous empêcher d'acheminer de la nourriture vers l'enclave».

LE JIHAD ISLAMIQUE ET LE FPLP SE JOIGNENT AUX NEGOCIATIONS DE CESSEZ-LE-FEU

Al Jazeera a annoncé, mercredi, citant une «source du Jihad islamique» que des «délégations de factions palestiniennes se sont joints aux négociations en cours à Charm el-Cheikh en Egypte» «Des délégations de factions du mouvement du Jihad islamique et du Front populaire (FPLP) se joignent aux négociations de Charm el-Cheikh. Les factions resteront fidèles aux priorités de notre peuple, qui incluent la fin de la guerre et le retrait complet de Ghaza», a affirmé la même source.

Le Bureau de presse du Mouvement a annoncé, hier sur Telegram, que sa délégation «arrivera ce soir (mercredi) à Charm el-Cheikh pour participer aux négociations indirectes en cours concernant l'arrêt de l'agression

Evacuation de 11 Algériens de «la Flottille Soumoud»
L'Algérie remercie la Jordanie

Le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a annoncé dans un communiqué, l'évacuation, ce mardi, de onze (11) algériens ayant participé à "la flottille Soumoud", à travers les territoires du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère.

Cette opération a été supervisée par les autorités jordaniennes, à la demande de l'Algérie, en coordination étroite avec l'ambassade d'Algérie à Oman, qui a suivi les différentes étapes et veillé à garantir toutes les formes de soutien à nos concitoyens, conformément aux instructions des hautes autorités du pays", précise le communiqué.

"L'ambassade d'Algérie à Oman se chargera du rapatriement de nos concitoyens au pays dans les plus brefs délais", ajoute le communiqué.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, plutôt dans la journée, un entretien téléphonique avec le

vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Expatriés du Royaume hachémite de Jordanie, M. Ayman Safadi, lui faisant part des remerciements et de la gratitude de l'Algérie, ainsi que toute sa considération pour la position fraternelle noble manifestée par le Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, en répondant favorablement à la demande formulée par l'Algérie, sollicitant son intervention afin de faciliter les procédures d'évacuation des citoyens algériens.

ANALYSE

Boumédiene Sid-Lakhdar

Windows, les fenêtres se ferment au vent

On ne peut pas nier que les blocages de certaines utilisations des plateformes numériques des géants de la Silicon-Valley sont continus sur leurs réseaux mondiaux. Mais beaucoup d'entre elles prennent d'innombrables précautions à ne pas se mettre à dos des sources de revenus considérables que génèrent les flux et abonnements à des services divers.

Elles n'ont en principe aucun intérêt à prendre parti pour un mouvement politique ou pour un des belligérants dans les conflits à travers le monde. Sauf bien évidemment lorsqu'il s'agit d'une campagne de soutien à des causes légitimes alimentant ainsi une communication mondiale propice à leur business.

Ou alors la font-elles d'une façon aussi discrète que celle des banques suisses à leur période faste. Ou encore par une autre comparaison, la grande finesse et ruse des jésuites dans les intermédiations diplomatiques d'une époque encore plus lointaine.

Cette fois-ci, c'est dans la lumière que la très puissante société Microsoft se risque à une fâcherie avec le gouvernement israélien. La mythique entreprise à la puissance universelle a réagi à un article du quotidien britannique Le Guardian qui avait dévoilé qu'une branche du renseignement, l'unité 8200, utilisait la plateforme Azure d'une manière inappropriée.

Brad Smith, le président de Microsoft a déclaré aussitôt que «cette unité utilisait la plateforme pour stocker des données téléphoniques interceptées à travers une surveillance large ou massive de civils à Gaza et en Cisjordanie» et de rajouter que des preuves sont corroborées par une partie de l'enquête du Guardian. La conclusion du président de Microsoft est que sa société n'a pas vocation à fournir des technologies destinées à cet objectif.

Un scrupule de déontologie de la part de Microsoft ? J'en doute aussi fortement que ma croyance en l'existence du Père Noël. Tout d'abord parce que Microsoft n'a jamais été étouffé par sa conscience d'avoir des relations très étroites avec ce pays génocidaire alors que sa violence contre le peuple palestinien a toujours été visible et assumée.

Bien entendu Israël n'est pas le seul cas, la myopie de Microsoft n'a jamais été miraculeusement guérie avec toutes les injustices et les massacres des régimes autoritaires envers les peuples. Nous savons que l'argent n'a pas d'odeur, il serait difficile qu'il en ait avec le numérique.

Il est loin le temps de ces gamins, de brillants étudiants d'universités prestigieuses, que la légende nous avait présentés, bidouillant dans leur garage pour inventer des technologies qui ont fait basculer l'humanité dans une ère nouvelle. Il en a été de même pour

tous les autres génies en herbe de cette époque qui ont suscité la fascination du monde. Il faut rajouter que notre affection à leur égard s'était nourrie également de leur proximité avec les idées progressistes du parti Démocrate.

À l'exception de rares milliardaires de la Silicon-Valley comme ceux de Paypal, dont Elon Musk qui faisait partie de l'équipe, qui ont très tôt affiché leur mission messianique au service d'une idéologie d'extrême droite.

Mais les petits étudiants, propres sur eux et d'une modestie remarquable au regard de leur immense fortune, sont devenus des loups redoutables et sans affect lorsqu'il s'agit de leurs intérêts. Ils ont été, et sont encore, impitoyables avec leurs salariés jusqu'à finir ses derniers temps à introduire la détestable idéologie d'extrême droite que le ralliement à Donald Trump a confirmé.

L'humanisme et le service au monde par la haute technologie de leur entreprise, ok, mais que s'il est en conformité avec leur fortune débordante et qu'il continue à l'alimenter.

Et alors, Microsoft, l'empire de Bill Gates dans tout cela ? À première vue, ce serait une exception car effectivement c'est lui qui a le plus évité de se compromettre dans une image politique et idéologique. Il est vrai qu'il n'affiche pas sa proximité avec Donald, ou beaucoup moins ostentatoirement que les autres et qu'il avait soutenu la campagne électorale de la démocrate, Kamala Harris. Mais cela ne l'a pas empêché de soutenir Donald Trump indirectement dans sa campagne pour la poursuite des crédits d'impôts en faveur des entreprises numériques.

Le cœur, oui, mais le lobbying auprès du représentant de la droite extrême, c'est tout de même plus prudent pour ne pas mettre tous les œufs dans un même panier.

Mais alors pourquoi l'entreprise Microsoft se risque à un blocage de l'unité 8200 alors même qu'au même moment elle affirme au gouvernement Israël sa solide et fidèle relation qu'elle ne changera jamais ?

C'est tout à fait suspect qu'elle ait attendu la généralisation de la qualification de génocide par l'ONU et l'écrasante majorité des pays dans le monde. Les fenêtres se ferment au vent, un nom qui est éponyme.

Il est évident qu'elles se fermeront définitivement si Israël tombe dans les abysses de l'humanité pour rejoindre le sort de toutes les colonisations dans l'histoire. Les fenêtres n'aiment le vent que lorsqu'il leur garantit de s'ouvrir ou se fermer aux circonstances sans être détruites par sa force.

Windows fermera ou ouvrira ses fenêtres ? Pour le moment un seul volet est fermé, celui de l'unité 8200. L'autre attend le signal du vent.

sioniste, le retrait de l'armée d'occupation, un accord d'échange de prisonniers et l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza».

Al Jazeera avait annoncé précédemment, citant également une «source importante au sein du Hamas», qu'à la demande du Mouvement, «des dispositions avaient été prises pour que des représentants du Jihad isla-

mique et du Front populaire (FPLP) rejoignent l'équipe de négociation à Charm el-Cheikh».

De son côté, Izzat al-Rishq, un dirigeant du Mouvement Hamas, a salué, mardi soir, «la participation du Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, du chef des services de renseignement turcs, aux côtés du chef des services de

renseignement égyptiens au cycle de négociations de Charm el-Cheikh». «Cela donnera aux négociations une forte impulsion pour obtenir des résultats positifs en vue d'un cessez-le-feu et d'un échange de prisonniers, et réduit la marge de manœuvre de Netanyahu pour poursuivre l'agression et faire dérailler les négociations», a ajouté al-Rishq.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Réunion du Gouvernement Règlement budgétaire et énergies renouvelables au menu

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi portant loi de règlement budgétaire pour 2023, à la mise en œuvre des projets en énergies renouvelables et à l'hydraulique, indique un communiqué des services du Premier ministre. Conformément aux dispositions de l'article 156 de la Constitution et des dispositions de la loi organique 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, le Gouvernement a examiné l'avant-projet de loi portant loi de règlement budgétaire pour 2023 avant de le soumettre au Conseil des ministres. Il s'agit de l'acte par lequel le Gouvernement rend compte au Parlement de l'exécution de la loi de finances de l'année considérée. Ce texte, qui porte sur l'exercice 2023, est la première loi portant loi de règlement budgétaire élaborée sur la base des nouvelles dispositions légales et réglementaires régissant le budget programme, entrées en vigueur en 2023. Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication

sur la mise en œuvre des projets en énergies renouvelables : programme 3.200 mégawatts. A cette occasion, il a été mis en exergue la volonté de l'Etat de faire des énergies renouvelables un pilier de la souveraineté énergétique et du développement durable du pays. A travers ce programme ambitieux, l'Algérie engage sa transition vers un modèle énergétique diversifié, fondé sur la valorisation du potentiel solaire national et le renforcement des capacités industrielles locales. Il a été souligné, à cet égard, les progrès significatifs accomplis dans le développement des capacités nationales, notamment dans la fabrication de certains équipements liés à cette activité et dans la réalisation des infrastructures de production. Enfin, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme de raccordement en eau potable des localités qui connaissent un stress hydrique, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet de transfert d'eau d'Ain Kercha, dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, vers le barrage Koudiet Lamdaouar, dans la wilaya de Batna.

Pétrochimie

Trois projets structurants pour faire de l'Algérie un pôle exportateur

Le Président-directeur général du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a souligné, mardi soir à Arzew (wilaya d'Oran), que les investissements en cours dans le domaine de la pétrochimie traduisent la volonté de l'Algérie de passer du statut de pays importateur à celui d'exportateur de plusieurs produits stratégiques. Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d'inspection dans la zone industrielle d'Arzew, M. Hachichi a évoqué trois grands projets inscrits dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réduire les importations, renforcer la production nationale et développer les exportations. Le premier projet concerne la réalisation d'une unité de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE) à Arzew, un additif essentiel dans la fabrication de l'essence sans plomb.

Selon M. Hachichi, l'état d'avancement du projet est estimé à 74 %. L'ensemble des travaux devraient être achevés avant la fin de l'année 2025, pour une mise en service durant le premier trimestre 2026. La capacité de production atteindra 200.000 tonnes par an, ce qui permettra de couvrir entièrement les besoins du marché national et d'exporter

ter le surplus. Il a souligné l'importance de respecter les délais et d'assurer la sécurité des opérations, dans ce type de projets stratégiques. Le deuxième projet porte sur la construction d'une nouvelle unité de production d'essence au niveau de la raffinerie d'Arzew. M. Hachichi a indiqué que le contrat de réalisation devrait être signé avant la fin du mois en cours, ajoutant que cette unité permettra de porter la capacité nationale de production à 4,9 millions de tonnes par an, assurant ainsi l'autosuffisance du marché national et l'exportation de l'excédent. Le troisième projet est dédié à la production de l'alkylbenzène linéaire (LAB) à Skikda, une matière première utilisée dans la fabrication de détergents. Il a souligné que ce produit est actuellement importé à 100%, mais que la mise en service de cette nouvelle unité permettra de répondre à la demande locale, encourager la création d'unités nationales de fabrication de détergents et ouvrir des perspectives à l'exportation.

En conclusion, M. Hachichi a affirmé que ces projets structurants s'inscrivent pleinement dans la dynamique économique impulsée par le président de la République, visant à diversifier l'économie nationale.

Economie algérienne

La Banque mondiale relève ses prévisions de croissance

La Banque mondiale (BM) a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie algérienne en 2025 et 2026, soutenue notamment par la vigueur des secteurs hors hydrocarbures, selon son dernier rapport sur les Perspectives économiques pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (ME-NAAP), publié mardi.

L'institution financière internationale table désormais sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,8% en 2025, soit 0,6 point de plus que ses estimations d'avril dernier. Pour 2026, la croissance devrait atteindre 3,7%, en hausse de 0,5 point par rapport aux précédentes projections. Cette révision à la hausse reflète une accélération de l'activité économique observée au premier trimestre 2025, marquée par une progression de 4,5% en glissement annuel, selon le rapport.

La croissance des secteurs hors hydrocarbures durant cette période a compensé la contraction de la production d'hydrocarbures, portée par une consommation des ménages dynamique et une hausse soutenue de l'investissement (+13,9% en glissement annuel), précise la BM, ajoutant qu'une tendance similaire est attendue en 2026.

S'agissant de l'inflation, elle devrait reculer à 2,8% en 2025, contre 4% l'année dernière, d'après les nouvelles estimations de l'institution de Bretton Woods. Axé cette année sur la thématique de l'emploi et de la participation des femmes, le rapport souligne également les efforts de l'Algérie en matière d'intégration des femmes au marché du travail. Selon la BM, l'Algérie fait partie des quatre pays de la région ayant enregistré, au cours des 25 dernières années,

Tebboune reçoit un appel téléphonique d'Al-Sissi



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, un appel téléphonique de son frère, le président de la République arabe d'Egypte, M. Abdel Fattah Al-Sissi, avec lequel il a échangé les vues sur la situation dans leurs régions respectives et ses répercussions sur les deux peuples frères, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Les deux présidents ont également évoqué "les relations bilatérales profondément enracinées et ancrées dans la mémoire nationale par la lutte remarquable des deux peuples, des deux Etats et des deux dirigeants au service de la Nation arabe et musulmane", précise la même source, ajoutant que les deux parties sont "convenues d'intensifier ces relations pour les étendre à tous les niveaux de coopération".

Les deux présidents se sont, par ailleurs, mis d'accord sur "la tenue, dans les plus brefs délais, de la prochaine session de la Grande commission mixte algéro-égyptienne et la programmation de visites mutuelles au plus haut niveau, en consolidation des valeurs de lutte et au service des intérêts communs". A cette occasion, le président de la République a "félicité son frère, le président égyptien, pour l'élection de l'Egypte, pays frère, à la tête de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)". Saluant cette victoire, qui se veut, a-t-il dit, "une reconnaissance renouvelée à l'Egypte, en tant que grand Etat à la culture millénaire", le président de la République a assuré que "la présidence égyptienne de cette organisation onusienne profitera à l'ensemble de la communauté internationale".

Raïna
Raïkoum
Amine Bouali

Vérité et mensonge ne s'opposent pas tous jours radicalement. Adoucir une vérité ou recourir à un mensonge bienveillant n'a rien d'hypocrite : c'est parfois une marque d'attention et de tact. A l'inverse, certaines vérités doivent être dites, par amour, loyauté ou courage. L'enjeu n'est pas seulement de dire les choses, mais de savoir comment les dire.

L'histoire suivante est réelle et révélatrice. Un homme sort de l'hôpital, affaibli. Il croise une connaissance. Au lieu d'un mot réconfortant, il reçoit cette remarque : «/ Ça se voit sur ton visage que tu es malade ! » Même sans méchanceté, cette phrase est d'une violence inutile.

«/ Il aurait pu me dire que j'avais bonne mine... Ça m'aurait fait du bien/ », pense-t-il, blessé. Ce n'est pas tant la vérité qui le heurte que l'absence d'égard, ce manque de retenue qui accentue la douleur au lieu de la soulager.

Certaines vérités, même exactes, ne sont pas toujours bonnes à dire et aggravent davantage le problème. Parfois, un euphémisme de bienséance ou un silence empathique valent mieux qu'un constat brutal qui empêche d'avancer. Dans certaines

Mensonges bienveillants et vérités nécessaires

cultures, cette bienveillance est une règle d'or. Un proverbe algérien l'illustre ainsi : « Lorsqu'un homme achète un âne, on le félicite pour le cheval qu'il vient d'acquérir. » Ce

n'est pas une moquerie, mais une élégance sociale : on évite d'embarrasser l'autre, on préserve sa dignité et on l'encourage à faire mieux.

Ce proverbe rappelle qu'il n'est pas toujours bon de tout dire avec une précision chirurgicale. La vérité, en soi, n'est pas une vertu si elle blesse inutilement et mène au désespoir. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille tout taire. Avertir d'un danger, dénoncer une injustice, nommer un comportement destructeur : il y a des vérités indispensables. Se taire dans ces cas-là serait une faute grave. Tout est question de discernement : entre ce qu'il faut dire pour construire, et ce qu'il vaut mieux taire pour protéger. Ce qui compte, c'est l'intention, le moment, la manière.

Aucune société ne tient sans cette civilité, faite d'écoute, de bienveillance, d'empathie, et parfois de ces petits mensonges qui disent mieux que la vérité : tu ne vas pas très bien, mais je te respecte, je suis indulgent avec toi et je te laisse ta chance.

Un nouveau SG au ministère de la Poste et des Télécommunications

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé la cérémonie d'installation de M. Mohamed Lamine Rimouche, en tant que secrétaire général du ministère, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

Lors de la cérémonie d'installation qui s'est déroulée, mardi, le ministre a salué "les compétences et l'expertise de M. Rimouche dans le secteur de la Poste et des Télécommunications, des atouts qui le qualifient

à assurer ses nouvelles fonctions et à contribuer à la concrétisation optimale du plan d'action du secteur, durant la prochaine période", précise le communiqué.

Le ministre a appelé les cadres du ministère et les responsables des établissements sous tutelle, à "renforcer la coordination et la coopération, à même d'assurer la synergie des efforts, d'optimiser l'efficacité et la performance et de réaliser les objectifs fixés", ajoute la même source.

Hichem Andaloussi, nouveau PDG d'Algérie Télécom

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a procédé, mardi, à l'installation de M. Hichem Andaloussi, en tant que Président-directeur général (PDG) du Groupe Algérie Télécom, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, le ministre "s'est dit confiant en les compétences de M. Andaloussi et en son expertise en matière de télécommunications, pour permet-

tre au Groupe de renforcer la gouvernance stratégique de ses filiales, de suivre les transformations que connaît le secteur, et de réaliser les différents objectifs tracés", précise le communiqué. "M. Zerrouki a également adressé ses remerciements à M. Mohamed Doumane, pour les efforts consentis durant la période où il a assuré la gestion par intérim du Groupe", conclut la même source.

Découpage administratif

■ Tebboune redessine l'Algérie !

Le président Abdelmadjid Tebboune a remis sur la table l'un des dossiers les plus structurants pour l'avenir institutionnel et territorial du pays : le découpage administratif.



Par Cherif Ali*

Derrière ce terme technique se cache une volonté politique claire — celle de rééquilibrer le développement national, de rapprocher l'État des citoyens, et d'adapter la gouvernance aux réalités démographiques et géographiques d'une Algérie vaste et plurielle. Entre efficacité administrative et exigence démocratique, cette réforme marque une étape décisive dans la construction d'une Algérie moderne, plus décentralisée, plus équitable et plus proche de ses territoires.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A-T-IL POSÉ LES BALISES DU DÉBAT ?

La question est pertinente dès lorsqu'il s'agit d'une «nécessité inéluctable» car a-t-il dit : « l'Algérie de 2025 avec ses 47 millions d'habitants doit pouvoir mieux se déployer dans les 2,3 millions de kilomètres carrés ». Plus que cela, le Président ne voit pas seulement l'aspect de l'efficacité administrative. Il entend y adjoindre «le principe de la pratique démocratique».

Autrement dit, le Président Tebboune entend révolutionner les territoires ! Le dossier du découpage administratif est donc une « priorité », a-t-il ajouté, assurant que les codes communal et de wilaya « garantiront l'équilibre requis entre les communes rurales et urbaines, consacrant ainsi le principe du développement à travers toutes les wilayas du pays ».

Mais le découpage administratif est bien plus qu'une prise en charge des revendications des citoyens ou de promotion de nouveaux cadres, c'est surtout un aménagement plus ciblé du territoire.

Des wilayas comme Tamanrasset, Biskra ou encore Béchar étaient trop lourdes à encadrer, avec des superficies qui égalent celles de certains Etats, l'Algérie est un pays continent comme l'ont noté plusieurs spécialistes. En réduisant ces espaces, les responsables locaux peuvent mieux maîtriser l'œuvre de développement. Les habitants de ces wilayas attendent des emplois et de meilleures conditions de vie pour contribuer pleinement à l'exploitation des ressources locales.

Chaque responsable se rendant dans certaines villes du Sud ou des Hauts-Plateaux n'entendait que cela : « On veut devenir une wilaya ! ».

Pour la simple raison que ces localités où on observe le plus grand nombre de zones d'ombre, cherchaient à bénéficier de la théorie du « ruissellement », grâce à l'investissement public qui forcément accompagnerait la nouvelle wilaya.

En effet, les enveloppes budgétaires locales sont concentrées au niveau des « wilayas-mères » et celles-ci peinent souvent à faire rayonner les projets d'infrastructures sur des territoires très vastes, surtout dans le Grand Sud.

L'ALGÉRIE S'ORIENTERAIT VERS 100 WILAYAS

Said Sayoud, Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, l'a révélé à l'occasion de son déplacement dans la wilaya de Naama, toute en rappelant les grandes orientations du président de la

République, Abdelmadjid Tebboune, en matière de gouvernance territoriale et de développement équilibré du territoire national. Sayoud a souligné que le chef de l'État a adopté, depuis son élection en 2019, une vision prospective visant à renforcer la gestion des collectivités locales, en réponse aux réalités démographiques et géographiques du pays.

Certaines wilayas, a-t-il précisé, regroupent aujourd'hui jusqu'à 70 communes, ce qui rend leur gestion efficace de plus en plus complexe. Partant de ce constat, a-t-il ajouté, le président de la République a décidé de lancer un processus de découpage administratif progressif pour atteindre à l'avenir près de 100 wilayas, voire plus.

Le ministre a souligné que le dernier découpage administratif, approuvé par le Conseil des ministres en juillet dernier, comprenait la promotion de sept communes au statut de wilayas déléguées.

Jusqu'ici donc, la centralisation, donc, a énormément freiné les différents projets de développement, notamment les opérations des « fonds spéciaux » au profit du Grand Sud et des Hauts-Plateaux.

Et conséquemment, la consommation des budgets alloués reste des plus faibles. Les taux de consommation des PSD et PCD ne dépassent pas, selon certains chiffres publiés dans la presse nationale, les 30% dans plusieurs communes ; ils n'atteignent pas 50% dans certaines wilayas !

L'Etat central a pourtant injecté des centaines de milliards à travers les programmes quinquennaux de développement : programme de croissance économique, programme de relance PSRE. A tout cela, il faut ajouter l'absence de suivi des projets, leur faible maturation technique, ce qui a eu pour effet d'impacter négativement l'enveloppe allouée avec comme conséquence directe des réévaluations plus que préjudiciables !

On veut bien le croire, mais force est de constater que le système algérien, qui a connu depuis les années 1990 plusieurs ouvertures au plan politique et économique, n'a pas touché à la nature et au contenu des relations organiques et fonctionnelles qui existent entre les institutions centrales et les institutions locales. Aujourd'hui et en l'état de l'organisation administrative du pays, les collectivités locales sont dépassées par l'ampleur des problèmes. Et les élus aussi, même s'ils n'ont pas, prétendent-ils, le champ libre du fait des restrictions de leurs prérogatives qui leur ont été imposées par les codes de wilaya et de la commune. On a beau augmenter le nombre des wilayas, la machine locale, celle du développement notamment, est grippée au point de ne pouvoir satisfaire les besoins les plus basiques de la population ? Faudrait-il s'autoriser à penser aussi que la décentralisation et la déconcentration des pouvoirs, telles que voulues par le législateur dans les années soixante-dix, ont fait leur temps ?

EST-IL ARRIVÉ CE TEMPS DE PASSER À AUTRE CHOSE ?

Ouvrir pour le moins un débat sur un réaménagement du territoire, qui pourrait renforcer la démocratie participative et, partant, aboutir à la consécration de nouveaux mécanismes, plus fluides, et surtout susceptibles d'améliorer la répartition des pouvoirs entre l'appareil central de l'Etat et les institutions locales ?

Dans le domaine économique par exemple, la décentralisation des centres de décision dans les grandes entreprises nationales a démontré, partout, son efficacité et son efficacité ; ce sont les grandes régions, dit-on qui font aujourd'hui les grands pays industrialisés et qui assurent une intégration intelligente des facteurs nécessaires au développement durable. Peut-on pour autant parler de régionalisation, pendant que certains qui ne veulent pas aller plus vite que la musique, lui préfèrent « décentralisation poussée », doux euphémisme ? Et ils ont raison, car en Algérie, parler régions ou invoquer la régionalisation participe, presque du tabou, tellement ces termes renvoient, selon certains, à la séparation et à



la division du pays. En dépit de sa réalité historique, sociologique, géopolitique, économique et culturelle, la région est paradoxalement souvent combattue et jamais reconnue. Et pourtant, bien avant cela, l'idée de régionalisation a été évoquée par des hommes politiques et non des moindres, comme le défunt Salah Bounider.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Ruptures, paru en 1993, il avait affirmé que « le découpage des wilayas historiques, avait été fait en fonction des spécificités de chaque région ; celle-ci gérant ses affaires de façon autonome et contribuant ainsi au combat libérateur, dans le cadre des principes et des grandes lignes tracées de la révolution de novembre ; le découpage a introduit l'émulation entre les différentes zones et a contribué, à hauteur de 50%, à la victoire finale ».

Poursuivant son propos, ce chef historique disait « être pour la création de grands espaces régionaux dans le respect des principes intangibles où chaque région serait respectée et contribuerait, selon ses moyens et ses potentialités, à l'effort national ».

Et à ceux qui pouvaient penser que la régionalisation qu'il proposait était une atteinte à l'unité nationale, il répondit : « De Gaulle avait voulu diviser les forces combattantes en proposant l'indépendance à toute région qui choisirait de rester dans le giron de la France. Les Algériens ont choisi de rester unis, sans contrainte et le général a échoué dans ses desseins » ! Plus près de nous, c'est l'économiste Mustapha Mekidèche, vice-président du CNES et membre, par ailleurs, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, qui parle de régionalisation, à l'occasion d'un entretien radiophonique à la Chaîne III ; il déclarait « militer pour la création d'institutions de régionalisation qui ne doivent pas être des composantes de l'exécutif, mais réellement indépendantes » ; l'expert a dit, aussi, « regretter qu'on n'ait pas donné plus de pouvoirs aux élites locales pour qu'elles puissent peser sur le développement de leurs territoires ».

Il cite l'exemple édifiant où un wali possède, aujourd'hui, plus de pouvoirs que le président de l'Assemblée populaire de wilaya, dûment élu.

Chez les hommes politiques, un ancien chef de parti plaide sans ambages, pour une nouvelle organisation du territoire ; son programme était décliné comme suit :

- des régions regroupant des wilayas limitrophes,
- des entités ou des conseils régionaux pour chapeauter la régionalisation et la gestion des grands projets d'intérêt commun ou des équipements d'intérêt local,

- une assemblée délibérante pour la gestion et le suivi des affaires de la région.

Comme on le voit, à travers les exemples donnés par un historien, un économiste et un homme politique, le vocable de régionalisation est à la mode dans le langage de tous les jours et paradoxalement, inexistant dans la sémantique administrative et /ou politique, même si de temps à autre, on entend tel ou tel ministre, ou même Premier ministre parler de « réhabilitation des territoires ».

Longtemps otage des politiques, la notion de régionalisation a toujours constitué une thématique récurrente, notamment dans les conférences où les spécialistes et les adeptes de la démocratie participative, en débattent sans complexe. Malgré cela la régionalisation est considérée par certains comme un concept sulfureux, voire un facteur de division.

En l'état, aborder le sujet, même de manière superficielle, c'est déjà donner un coup de main au débat national qui commence, comme on l'a dit supra, à s'en saisir !

Aujourd'hui, aller vers la décentralisation, autrement dit, vers une organisation qui renforcerait la prérogative des démembrements de l'Etat, wilayas et communes, avec l'élargissement des compétences des élus et des assemblées locales n'est plus une hérésie.

Décentralisation, régionalisation, sont des notions à la fois proches et distinctes, d'où souvent, la confusion dans l'opinion publique parfois mise à mal par certains discours extrémistes qui n'ont pas leur place dans la vision qu'on se fait de cette politique nouvelle de réaménagement du territoire.

Peu importe, l'important pour ceux qui sont partisans de cette régionalisation rassurent ceux qui, aujourd'hui, veulent la retoquer au motif que, l'Etat, la région, la wilaya, la daïra, la commune, les assemblées élues-, c'est trop !

Le débat sur le découpage administratif dépasse les considérations techniques : il touche à la philosophie même de la gouvernance en Algérie. Si l'objectif affiché est de fluidifier la gestion des affaires locales et de garantir un développement équilibré, la réussite de cette entreprise dépendra moins du nombre de wilayas que de la réelle autonomie des institutions locales et du transfert effectif des pouvoirs décisionnels.

Faut-il aller jusqu'à la régionalisation ?

Le mot reste tabou, mais la question est désormais ouverte.

Une chose est sûre : le Président Tebboune a donné le ton, et avec lui s'amorce peut-être la plus grande refonte territoriale de l'Algérie indépendante.

*Ancien Cadre Supérieur de l'Etat

Adapter la GRH publique à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)

Le grand défi

«Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles»
Sénèque

Par Boudina Rachid*

1ère partie

La LOLF, ou loi organique relative aux lois de finances, n'est certainement pas connue du grand public. C'est pour tant un texte de loi d'une considérable importance. Derrière cet insondable sigle, se cache une loi, entrée en vigueur à la faveur de la loi de finances pour 2023. Sa grande particularité et son originalité c'est d'offrir aux gestionnaires une plus grande liberté de gestion et de conforter le pouvoir de contrôle du parlement que d'aucuns estiment qu'il est « victime » d'une asymétrie de l'information vis-à-vis du gouvernement en particulier dans le domaine budgétaire ».

La présente contribution s'attache à proposer ponctuellement les possibles modalités susceptibles de faciliter l'implémentation de la gestion des ressources humaines (GRH) publique au sein de l'administration.

1 LA LOLF, C'EST QUOI ?

Pour l'essentiel, la LOLF vise à renforcer les moyens de contrôle de la dépense publique et à accorder une plus grande responsabilité aux gestionnaires de l'administration publique. La formule à la mode est de dire qu'on passe d'une « administration de moyens à une administration de résultats ». C'est principalement à partir du principe et de la technique de la fongibilité des crédits, dispositif très innovant s'il en est, que le gestionnaire public va pouvoir définir le schéma d'emploi de ses crédits dans la limite d'un plafond de crédits déterminés à l'avance, assortis pour la couverture des dépenses du titre I d'une masse salariale fixée en conséquence. En contrepartie de cette indépendance, qui lui permet de choisir l'affectation des ressources qui lui sont octroyées, le gestionnaire a l'obligation de rendre compte des résultats obtenus à partir des indicateurs de performance qui lui sont assignés.

Chaque programme de dépense est placé sous l'autorité d'un responsable. Concernant très précisément les dépenses de personnels, il revient au responsable en titre du programme de planifier la gestion de ses ressources humaines sous plafond des emplois et de la masse salariale qui lui sont notifiés. De fait, on se trouve en présence d'une nouvelle chaîne de responsabilités rigoureusement articulée à l'exécution du budget. Il résulte de ce chaînage que le responsable du programme doit négocier avec les directeurs respectifs des finances et celui des ressources humaines avant même d'exécuter les crédits mis à sa disposition, soit par lui-même, soit en procédant par délégation de gestion au profit d'un autre service de l'Etat, ou d'un organe territorial, qui auront à exécuter les dépenses qui en découlent pour son compte et en son nom (Art. 18 du décret exécutif 20-404 du 29 septembre 2020).

2 LES CONTRAINTES D'UNE GRH EN FONCTION PUBLIQUE

Il ne faut surtout pas croire que la GRH en fonction publique est aisée, surtout

lorsqu'on sait que le statut général de carrière est tout entier fondé sur le principe d'égalité, de transparence et de régularité. Plus sûrement encore, il trouve appui de manière emblématique dans le principe du concours qui permet aux citoyens de postuler sur un même pied pour accéder à un emploi public.

Autant dire, qu'il n'est pas question de nier ici qu'il existe une spécificité propre au secteur public, ou plutôt à l'administration publique. C'est pour dire qu'effectivement c'est un vrai défi qui s'impose au manager de la fonction publique lequel doit faire face à un modèle autoritaire qui repose sur une forte subordination aux lois et règlements. Le tout conjugué, laisse très peu de marge de manœuvre à l'administrateur au sens premier du terme. D'aucuns rétorqueront que ce n'est pas tout-à-fait propre à la fonction publique et s'empresseront d'argumenter que même le travailleur régi par le droit du travail se trouve dans une situation objective du fait que son contrat de travail est encadré et balisé par la législation sociale et autant par les conventions collectives et les accords d'entreprises. Ce qui, au bout du compte confine à une situation quasi statutaire. En théorie, la différence entre les deux secteurs c'est que dans le secteur de droit commun le travailleur n'a pas la garantie de l'emploi et qu'il peut être à la merci d'un plan social, qui, à défaut de solutions palliatives, qui sont parfois très difficiles à gérer et à digérer, se solde par une perte d'emploi. On a vu, que ce procédé est une épreuve lourde et stressante sur le plan émotionnel, psychologique et social. Le statut général de la fonction publique n'a rien prévu pour la circonstance, mais, on a vu quand même, que lors de certaines circonstances exceptionnelles, l'autorité politique n'a pas hésité de produire un texte, en l'occurrence le décret législatif du 26 mai 1994 en vue de préserver l'emploi et pour la protection des salariés susceptibles de perdre de façon involontaire leur emploi. Malgré les préventions dans la formulation du texte, le but n'était pas moins que de mettre en place un dispositif qui formalisait les modalités d'un recours aux compressions d'effectifs, sans discriminer entre la fonction publique et le secteur régi par le droit du travail. Si ça se devait se passer aujourd'hui dans la fonction publique on parlerait plutôt de départs anticipés à la retraite qui ne seront remplacés ou pas en totalité, de rationalisation des effectifs, d'un gel aléatoire de l'embauche si la situation économique l'exige, le tout aboutissant, directement indirectement à une compression des effectifs.

L'autre facteur qui gêne ou même empêche une gestion souple des ressources humaines de la fonction publique, c'est qu'il s'agit de gérer une masse importante d'agents publics. Cette occurrence place évidemment l'administration sous contrainte de soutenir une masse salariale qui pointe dans le budget pour 2025 à 5843 mds, soit environ 34.79 % du budget total. On a bien remarqué d'ailleurs, que tous les gouvernements qui voient leur champ des possibles très réduits en raison de contraintes financières importantes, qui conduisent à des déficits difficiles à supporter, ne tergiversent pas pour mener une politique d'austérité en limitant prioritairement les dépenses de personnel. Pour autant, certains Etats, pourtant en situation budgétaire de confort, ne s'interdisent pas d'emprunter aux préceptes de la nouvelle gestion publique et cherchent à améliorer l'efficacité du service public et la qualité du service rendu, en essayant de maîtriser autant que possible le coût qui en résulte. Ce n'est évidemment pas l'avis de tout le monde et des syndicats en particulier. Certains soutiendront que le but du service public n'est pas d'assu-

rer l'équilibre financier et encore moins de faire du profit et que c'est l'intérêt général qui doit prévaloir, de sorte que les citoyens doivent être satisfaits, qu'importe le prix à payer. Bien évidemment, c'est perdu d'avance si on se bloque pour dire que les verrous du statut général sont à ce point rigides qu'ils interdisent la moindre flexibilité. Le défi sera précisément d'insérer au statut les adaptations pouvant concilier l'approche statutaire et les nouvelles règles budgétaires, dans un contexte qui s'inscrit dans l'exigence de faire plus et mieux avec moins de moyens.

3- LA LOLF : UNE CHANCE POUR UNE STRATÉGIE RENOUVELÉE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

Ne soyons pas naïfs, ce n'est pas demain que la loi organique va bouleverser significativement les modalités de la gestion des ressources humaines en administration publique. D'ailleurs, l'ingénierie qui doit permettre de façonner une GRH publique alignée sur le nouveau paradigme budgétaire n'est même pas au stade du cadre conceptuel et encore moins de la validation du processus de soutien qui doit l'accompagner. Ceci d'autant, que la loi budgétaire n'a pas donné des protocoles à suivre. C'est pour dire qu'à défaut de s'y atteler d'ores et déjà, les promoteurs de cette loi risquent de ne pas pouvoir éviter son choc en retour. La loi a beau dater de 2018, le challenge reste entier. Attention ! On ne parle ici que de la manière de transposer et d'ajuster la GR publique aux spécificités de la LOLF. Très précisément, il s'agit d'inventer les techniques et les procédures adaptées à l'appropriation de la loi nouvelle. Pour l'exemple, il faut déjà constater et se convaincre qu'il n'est plus besoin de s'interroger pour savoir si le vieux et infortuné Plan de gestion des ressources humaines (PGRH) est approprié ou appropriable à la LOLF : il ne l'est pas au titre de la double interrogation. La grande chance, c'est que justement la loi budgétaire offre la possibilité d'un rattrapage pour construire une nouvelle GRH publique neuve et hardie pour gérer le présent et prévenir le futur. Certainement qu'il faut maintenir le statut général, mais certainement aussi qu'il est urgent de trouver des maîtres d'œuvre capables de transcender l'esprit du statut général et qui peuvent en même temps l'aménager et l'accorder aux méthodes de gestion, même de loin, du secteur économique, pour ne pas dire du secteur privé. A tout le moins, il faudra convenir d'un système qui pourra libérer les gestionnaires en leur proposant une plus grande flexibilité, que leur promet au demeurant la loi budgétaire, pour qu'ils soient armés en conséquence pour rendre compte des résultats qu'on attend d'eux. L'appréhension du moment, c'est de savoir si les textes d'application publiés dans le sillage de la nouvelle loi suffisent à promouvoir une transition lucide et néanmoins efficace et sans heurts pour répondre aux conditionnalités de la loi. On peut redouter que la tâche soit immense, néanmoins elle n'est certainement pas infranchissable. Il appartient aux opérateurs de premier niveau, essentiellement la Direction générale du budget (DGB) et la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative (DGFPA) d'être imaginatifs et créatifs. Pour promouvoir et accompagner cette métamorphose. Ces deux structures, évidemment plus encore la DGB que la DGFPA, doivent être capables de se sublimer pour composer et transiger de manière à con-

duire le changement attendu sans incidents et sans conséquences graves qui pourraient affecter le fonctionnement des administrations ou préjudicier aux droits des fonctionnaires. La DGFPA, interviendra pour sa part en qualité de sous-traitant pour les questions de pure GRH, ou au titre des avancées de la réforme administrative, comme le laisse entendre le troisième tiers de son acronyme qui requièrent, entre autres, d'améliorer la performance et la rationalité de l'action publique. Toutefois, il faut savoir que la LOLF n'apporte pas par elle-même les solutions ou les préceptes pour une adaptation automatique de la GRH publique au changement profond qu'elle occasionne. L'ajustement attendu requiert donc de la DGB, comme maître d'œuvre de la réforme et de la DGFPA comme producteur normatif et DRH de l'Etat de s'y atteler pour concrétiser et faire aboutir les changements impératifs qui doivent impacter la GRH publique.

4-L'IMPÉRATIF D'UNE MISE À NIVEAU PRÉALABLE

A ce stade, il s'agit de découvrir une gestion des ressources humaines, certains diront du capital humain, qui dépasse et surpasse les fonctions habituelles qui consistent à recruter, rémunérer le personnel, s'acquitter des obligations légales et veiller à l'amélioration des conditions de travail. À l'avenir, la GRH publique nouvelle imposera de déployer des pratiques performantes pour administrer, mobiliser et développer les ressources humaines en symbiose avec les grands desseins de la LOLF. Pour le moment, il faut déjà penser à renouer avec une GRH standard ou courante qui sait à tout le moins maîtriser des outils qui respectent le cadre normatif de base, comme d'assurer la régularité des recrutements, donc des concours et des examens professionnels et d'être aux rendez-vous de gestion classiques induits par le statut général.

Après coup ou par la suite il s'agira de produire une gestion qui fait droit à une gestion collective impliquant une gestion prévisionnelle des effectifs qui projette les besoins de l'employeur sur un horizon triennal (tel que c'est commandé par le cadrage budgétaire à moyen terme dit CBMT) s'adossant à des projets de croissance ou d'acquisition dûment profilés. Tout comme il faudra garantir une gestion de qualité qui se préoccupera du quotidien des fonctionnaires, en s'attachant à suivre de près leur administration de manière individualisée (recrutement, notation, évaluation, avancement, formation, mobilité). C'est seulement de cette façon que l'administration pourra, d'une part disposer d'agents formés, compétents, motivés, positionnés sur des postes adaptés, avec un rôle et des responsabilités bien définis et offrir d'autre part de la visibilité aux fonctionnaires qui sauront conduire leur itinéraire professionnel de concert et en harmonie avec les buts de l'administration.

5- PASSER D'UNE GESTION DE MOYENS À UNE GESTION PAR OBJECTIFS

Comme on l'a dit plutôt, la LOLF impose une gestion efficace et compétitive, ce qui obligera obligatoirement la GRH publique à aligner ses pratiques sur des objectifs précis et mesurables. En conséquence de quoi, il lui faudra apprendre à s'approprier les indicateurs RH performants pour évaluer l'efficacité de ses politiques et de ses pratiques.

*Inspecteur en chef de la fonction publique retraité
Suite en page 6

Adapter la GRH publique à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF)

Le grand défi

Suite de la page 5

6- RESPONSABILISER LES GESTIONNAIRES PUBLICS

Cet objectif implique de déconcentrer la gestion des effectifs et les crédits y afférents au plus près du terrain. De ce fait, les responsables de base devront disposer d'une autonomie accrue qui leur attribue le pouvoir de gérer l'intégralité des actes de gestion dans toute leur amplitude, allant du recrutement jusqu'à la sortie de carrière. A ce propos, on remarquera qu'il existe déjà un texte, soit le Décret exécutif n° 90-99 du 27 mars 1990 relatif au pouvoir de nomination et de gestion administrative, qui, paradoxalement, a tellement décentralisé cette responsabilité, qu'il en a résulté une atteinte même au principe fondamental d'égalité entre les fonctionnaires. En effet, en éclatant les instances paritaires et en multipliant les échelons décisionnels, on a ouvert la voie à des situations où des commissions paritaires composées des fonctionnaires appartenant à des corps hiérarchiquement inférieurs se sont permises de statuer sur le sort de fonctionnaires qui leur étaient supérieurs en grade et en responsabilité.

Ainsi, il en est advenu et il en advient toujours que cette responsabilité s'est transformée en facteur de distorsion et d'iniquité entre fonctionnaires. Certains secteurs de l'administration qui se reconnaîtront, dont les représentations locales, n'ont pas été préparées comme il se doit continuent toujours de pâtir de cet excès de responsabilité qui a dérivé du décret susvisé.

7- OPTIMISATION DE LA GESTION DES EFFECTIFS

En l'occurrence, il s'agira de proportionner et d'adapter les effectifs aux missions, plutôt qu'à des quotas fixes qui reposent sur des acquis dont la pertinence et la légitimité ne sont pas forcément justifiées. A l'avenir, il faudra inévitablement dépasser ce qu'on appelle « les services votés ». il s'agit d'un concept qui donne soi-disant une garantie sur l'avenir, mais qui en fait constitue un errement qui confine à l'exact contraire de la notion de planification. Celle-ci commande plutôt de développer des outils de prévision et d'anticipation des besoins, qui pour une partie se trouvent dans le commerce et d'autres qu'il faudra construire et créer selon les spécificités de l'administration concernée.

8- ENCOURAGEMENTS À LA PERFORMANCE

C'est un vieux serpent de mer qui ne passionne pas vraiment les syndicats qui lui reprochent de faire le jeu des « petits chefs » qui ont tendance à plus récompenser le personnel ayant l'échine souple au lieu et place des personnels méritants. Par-delà cette anecdote qui dit ce qu'elle dit, au sens que tout effet a nécessairement une cause, la rémunération versus LOLF est appelée à introduire une part variable pour récompenser la performance individuelle et collective. Ce disant, il n'est pas question de recycler le système en vigueur qui, quelle que soit la dénomination qu'il emprunte, n'est rien moins qu'une méthode qui a permis de classer à la louche les corps et grades de la fonction publique, favorisant exclusivement le

diplôme au détriment d'autres critères (diplôme et qualification, responsabilité hiérarchique, responsabilité technique, technicité et spécialisation, mode de recrutement) auxquels a trouvé pertinence, en son temps et à raison, le statut général du travail (SGT). Tout ceci s'est produit alors qu'on a voulu construire une réforme statutaire qui, au final, a confondu vitesse et précipitation. Cette réforme n'a pas permis, en tout cas, de bâtir un système d'évaluation qui aurait abouti à une grille de classification juste, méthodique et cohérente. La preuve étant, que lors de la mise en œuvre de cette réforme, certains grades se sont retrouvés en dessous de leur classement hérité du système antérieur.

Le même empressement a prévalu au moment de la mise en place d'un régime de primes et indemnités, qui pour partie a servi à réajuster le classement de certains grades notoirement sous évalués, ou qui a fait du copier-coller entre des secteurs n'ayant pas les mêmes obligations ni les mêmes responsabilités. A décharge de ses concepteurs, ce modèle, toujours en vigueur d'ailleurs, ils ont besoin dans l'urgence pour mettre en place tout un packaging de textes promulgués d'un seul jet (le système de classification et de rémunération, quasi statut des contractuels, système de rémunération des titulaires des postes supérieurs fabriqué ex-nihilo, revalorisation et réajustement de la classification et la rémunération des titulaires des fonctions supérieures).

9- MODERNISATION DES OUTILS DE LA GRH PUBLIQUE

Sans exagérer, on peut dire déjà qu'il n'y a rien à inventer et que l'œuvre commande simplement d'adapter, avec humilité et sans fausse honte, ce qui se fait ailleurs et qui a fait ses preuves pour transposer ce qui est transposable tels que :

9.1) La fiche de poste

Il est plus courant de l'appeler fiche de fonction dans le contexte de l'administration. C'est un outil qui permet à la GRH de prendre racine en commençant par définir une situation de travail correspondant le plus et le mieux aux métiers de la fonction publique. Elle permet de donner une vue d'ensemble des tâches à réaliser et de répartir les responsabilités. Chacun doit connaître les responsabilités de chacun et, chacun doit se représenter les attributions de chaque niveau de la hiérarchie. La fiche de poste est loin d'être un gadget, elle constitue plutôt un instrument de gestion dynamique, indispensable en vue d'être utilisée pour un recrutement ou pour conduire un entretien d'évaluation. Au-delà de ces avantages, elle peut constituer la brique de départ pour configurer un répertoire interministériel des métiers ;

9.2- L'entretien professionnel

L'entretien professionnel vise à rendre le fonctionnaire acteur de son évolution professionnelle. Il consiste en un échange entre le responsable et son agent qui, en fin de compte donne lieu à l'identification d'un parcours de formation aidant à développer les compétences du fonctionnaire en vue de concrétiser ses propres objectifs en cohérence avec les objectifs de l'administration sur le court, le moyen et le long terme.

9.3- L'organisation de l'activité administrative

L'administration ne donne aucune marge à ses fonctionnaires ou à ses servants pour définir les modalités d'organisation de la structure dont ils dépendent. Son activité repose sur des règles strictes fondée sur une division des responsabilités et une forte hiérarchie.

La nouvelle gestion publique appliquée à l'administration publique conçoit qu'il n'est pas contre-indiqué d'atténuer l'obéissance sans discernement aux règles et considère qu'il est nécessaire que l'administration puisse accorder des espaces de liberté et d'autonomie à ses employés. Il existe déjà des possibilités qui, sans remettre en cause le principe de la hiérarchie fondé sur l'organisation bureaucratique, permettent et reconnaissent, même si c'est à la marge, aux agents publics un intérêt légitime à participer, à travers leurs représentants, les syndicats, ou les comités techniques, aux résolutions portant sur les questions de sécurité, d'hygiène, les conditions générales du travail et à l'organisation et au fonctionnement des services. Ils doivent même et surtout pouvoir rendre des avis sur la modernisation des méthodes de travail.

Très étonnamment, le décret exécutif 20-199 du 25 juillet 2020, qui régit les commissions paritaires et les comités techniques s'est autocensuré sur ces questions qui sont aussi de la compétence des comités techniques, tels que la gestion des effectifs et les réformes statutaires.

9.4- La professionnalisation de la fonction RH.

Les professionnels de la GRH, que sont les directeurs des ressources humaines, souvent appelés directeurs des personnels, doivent dépasser le rôle classique qui se borne à « expédier » une gestion exclusivement à dimension statutaire et réglementaire. Dans le cadre de la LOLF, le challenge sera plus exigeant, du fait que cette fonction est appelée à être partagée avec une autre catégorie d'intervenants qui sont loin d'être des professionnels. On pense ici aux responsables de programmes, ainsi qu'aux responsables de l'action, désormais qualifiés d'acteurs de la gestion des crédits, tel que stipulé à l'article 21 du décret exécutif 20-404 du 29 décembre 2020 fixant les modalités de gestion et de délégation de crédits.

10- LA GRH PUBLIQUE EN MODE LOLF : UN NOUVEAU PARADIGME

Comme on l'a déjà expliqué, la LOLF n'apporte pas par elle-même les solutions, ni les préceptes pour une adaptation automatique de la GRH au changement profond de logique qu'elle véhicule. C'est le challenge de la DGFP, considérée comme producteur normatif et DRH de l'Etat, de produire ou de coproduire avec la DGB, l'ingénierie qui permet de s'aligner sur le nouveau paragon budgétaire qui oblige à repenser les responsabilités de chacun.

Ne soyons pas naïfs, on sait très bien que ce n'est pas demain que la loi organique va bouleverser significativement les modalités de la gestion des ressources humaines au sein de l'administration publique. D'ailleurs, la loi organique ne fait même pas allusion à cette problématique. Ce qui ne veut pas dire, qu'à terme, l'administration publique n'aura pas à encaisser le choc en retour de la LOLF. Il faudra s'y attendre plus que sûrement si on ne réagit pas d'ores

et déjà à inventer les techniques et les procédures adaptées à l'appropriation des conditionnalités sous-jacentes de la loi. Ça ne sera pas pour autant une transformation profonde et définitive. En réalité, elle aura moins l'allure d'une conversion que d'une adaptation, forcément progressive, qui aboutira à assimiler les effets de la globalisation des crédits qui représente l'alpha et l'oméga de la réforme.

Dans le cadre de cette globalisation de crédits qui se subdivise en programme, considéré comme étant l'unité d'exécution du budget, ce qui nous intéresse ici c'est d'appréhender la manière qu'il convient pour gérer le programme GRH. On sait au moins, qu'il est placé sous l'autorité d'un responsable qui aura la charge de planifier la gestion de ses ressources humaines, sous plafond des emplois et de la masse salariale qui lui sont octroyés. Ceci étant, on se trouve en présence d'une nouvelle chaîne de responsabilités rigoureusement articulée à l'exécution du budget.

Il en résulte tout un chainage qui commande au responsable du programme RH de négocier avec les directeurs respectifs des finances et des ressources humaines du ministère concerné, avant même de commencer à exécuter les crédits mis à sa disposition. Après quoi, soit, il passe à la phase exécution desdits crédits, soit par lui-même, soit en procédant par délégation de gestion au profit d'un autre service de l'Etat, ou à un organe territorial qui vont exécuter les opérations pour son compte et en son nom. (Article 18 du décret exécutif 20-404 du 29 septembre 2020).

Il faut avouer que le pari, sans être insurmontable, sera difficile à tenir, à tel point qu'il n'est même pas besoin de se poser la question de savoir si le plan de gestion des ressources humaines (PGRH), selon sa contexture actuelle, est ou n'est pas appropriable ou approprié à la LOLF.

La grande chance c'est que la loi budgétaire offre justement la possibilité d'un rattrapage pour construire une nouvelle GRH publique neuve et hardie qui, tout en respectant, dans leur essence, les spécificités du statut général, intimerait aux gestionnaires d'apprendre à mener leur gestion conformément aux caractéristiques de la loi et surtout à ses retombées sur le plan GRH.

L'appréhension du moment, la question préjudicielle, si on peut se permettre la formule, c'est de savoir si les textes d'application publiés dans le sillage de la LOLF sont parvenus au stade et en situation de transposer sans encombre la GRH publique dans l'univers de la nouvelle loi budgétaire. On peut légitimement redouter que la tâche soit immense, tant le système de fonction publique algérien est tout entier basé sur le lien statutaire, récalcitrant à tout changement en profondeur.

Ce qui incite à dire qu'il faut espérer que les structures qui doivent accompagner la transition, essentiellement la DGB et la DGFP, intervenant pour sa part en qualité de sous-traitant pour les questions de pure GRH, doivent être imaginatives et réactives, en tout cas qu'elles soient capables de se transcender pour composer et transiger de manière à conduire le changement sans incidents et sans conséquences graves, qui pourraient affecter le fonctionnement des administrations ou de produire des effets dommageables pour les fonctionnaires.

Boudina Rachid
A suivre

France, fin de cycle

■ L'âne de Buridan

Les commentateurs passent leur temps à envisager les différentes solutions politiques à apporter au problème posé au président de la République.

Par Abdelhak Benelhadj

Le problème n'est pas le coût né cessaire que devront payer les Français pour faire sortir leur pays de l'ornière dans laquelle l'ont plongée ses dirigeants. Le problème n'est pas le choix entre plusieurs solutions, en termes de coûts-bénéfices. Le problème est qu'il ne semble pas y avoir de solutions du tout au cul de sac dans lequel elle se trouve. Toutes les voies envisagées paraissent aujourd'hui sans issue.

UNE NOUVELLE DISSOLUTION
DE L'ASSEMBLÉE ? DU PRÉSIDENT ?
UNE NOUVELLE COALITION ?

Les législatives qui se sont déroulées au début de l'été 2024, ont été précipitées comme une solution au problème posé par la réussite d'une élection présidentielle au lendemain de laquelle le président légalement élu s'est retrouvé dans une position politiquement illégitime. Or, la légalité est un costume vide si elle n'est pas habitée par un choix délibéré des citoyens.

Les conclusions tirées de la perte des Européennes ont mal été tirées. La perte des législatives précipitamment organisées, confirme la défaillance de l'analyse et la stérilité des solutions.

L'entêtement de l'Elysée à faire comme s'il ne s'était rien passé constitue un abus de pouvoir au sens fort du mot.

A la vue des résultats de ces deux consultations démocratiques, l'esprit de la Constitution de la V^{ème} République aurait invité le Président « désavoué » à « prendre ses responsabilités » et donner sa démission.

Non seulement il ne l'a pas fait, mais il a confié successivement Matignon à des partis minoritaires. E. Macron est ainsi devenu le plus grand consommateur de Premiers ministres depuis 1958.

La Constitution française confère au président des marges de manœuvres dont la plupart de ses homologues sont dépourvus, y compris à Washington où s'agit un nabab omnipotent. Mais lorsque la légitimité est érodée, la légalité doit prendre appui sur l'intelligence politique pour se concilier les voix op-

posées et gérer aussi équitablement que possible la répartition des contraintes. Jupiter omnipotent à l'Elysée ne pouvait durablement échapper aux lois de la gravité.

RETOUR AUX RÉALITÉS
ET AUX LIMITES

La France se retrouve non à un carrefour des solutions, pesant le pour et le contre de chacune d'elle.

Elle se trouve au fond d'un trou sans hypothèse de solution parce que toutes celles qui sont envisagées sont soit de fausses solutions, soit des solutions qui viennent avec de nouveaux problèmes aussi insolubles que les précédents. Une fuite en avant sans lendemains et sans succès.

La France est dans une situation ingérable. Economiquement et politiquement.

Il y a d'abord, un déficit et un endettement « hors normes » maastrichtiennes.

L'Elysée a tenté, sans véritablement répondre aux besoins du plus grand nombre, de favoriser le capital (théorie de l'offre) sans basculer dans une économie totalement libérale. Il a voulu maintenir une économie de répartition tout en privatisant peu à peu des pans entiers de l'économie solidaire. La santé, la retraite, le logement, l'éducation... ont été érodés. Et de plus en plus avec l'accroissement des contraintes budgétaires.

Le gouffre créé par les déficits et l'endettement devenait insupportable.

Ni les Français dont la majorité a du mal à boucler ses fins de mois, ni les milliardaires dont le nombre et la fortune ne cessent de croître, ne veulent mettre la main à la poche et solder ces différences.

A supposer un pacte conclu avec des socialistes domestiqués, qui va payer la mauvaise gestion (suspension, abrogation...) de la réforme des retraites, votée par un 49-3 ? Sans oublier le processus engagé sous un régime socialiste « pragmatiques », la « réforme Touraine », promulguée en 2014, mais enclenchée en 2020 ?

Qui va payer les irresponsabilités du macronisme (qui remontent à L. Jospin et au quinquennat de F. Hollande, en passant par celui de N. Sarkozy) ?

Naturellement, la France est souveraine et peut faire des choix radicaux : il est toujours

possible de quitter l'Union et reprendre sa liberté de battre monnaie. Le Royaume Uni l'a fait et, malgré quelques soucis qui tiennent surtout à la politique intérieure, les Britanniques ne s'en sont pas plus mal portés. De plus, la France ne ploie pas sous le poids de « special Relationship ». Encore que...

Mais il faudrait consentir à payer le prix d'un éventuel FREXIT.

Comment peut-on continuer à confier les clés du pouvoir à des partis minoritaires et refuser de se conformer aux résultats tirés des urnes ?

Marine Le Pen est cruelle quand elle rappelle que le PS, le parti qui veut gouverner le pays à partir de Matignon, a obtenu 1,75% aux présidentielles de 2022. Mais elle n'a pas tort. Les chiffres sont impitoyables. Ce n'est pas par excès de modestie que F. Hollande, le même qui tire les ficelles aujourd'hui dans les coulisses, a refusé de se présenter au scrutin.

Une éventuelle dissolution serait très incertaine. Il n'y a plus de Nouveau Front Populaire et imaginer un Front Republicain pour contrer le Rassemblement National relève de l'incertitude. Il est probable que le PS serait laminé, comme les LR, les Verts et les macroniens dans un nouveau scrutin qui mettrait à mal les taux d'intérêts français et aggraverait les comptes publics.

Il est vrai aussi que la condamnation de Le Pen à l'inéligibilité lui fait préférer la dissolution à une compétition présidentielle anticipée à laquelle elle ne peut prendre part et que son parti est encore moins sûr de gagner avec un second impétueux et inexpérimenté.

Personne ne veut prendre le risque d'un J.-L. Mélenchon à l'Elysée.

Une nouvelle dissolution lui permettra d'achever de gober ce qui reste des LR bicéphales.

Ce ne sont pas, chacun l'a bien compris, les calculs et les calculateurs qui manquent à la France. Le Landernau en déborde.

LES ENJEUX GÉOPOLITIQUES
DERRIÈRE LA CRISE FRANÇAISE,
SE CACHE UNE CRISE GÉOPOLITIQUE
EUROPÉENNE

Une profonde et chronique instabilité politique gagne tous les pays européens depuis le début des années 2020.

Deux crises majeures, Covid et ukrainienne, ont profondément ébranlé des Etats de l'Union et même au-delà.

Tous les pays européens sont au bord de graves ruptures, en particulier l'Allemagne jusque-là posée en modèle de vertu économique et politique.

Les enjeux internationaux. Par-delà les tentati-

ves de sauvetage du quinquennat présidentiel, derrière le macronisme et une partie du centre mou du paysage politique français il y a deux piliers qui se sont profondément incrustés dans la vie politique française, l'atlantisme et le sionisme qui déterminent les choix essentiels en matière de politique économique et étrangère française. Ce n'est pas seulement leur marocain et leurs sièges de députés qu'ils ne veulent pas lâcher. Sous les querelles politiciennes bruyantes, il y a de gros enjeux et intérêts stratégiques et financiers nationaux et transnationaux.

La France n'est plus qu'une place parmi de nombreuses autres. Mais elle représente un élément majeur. Son poids géographique (au cœur de l'Europe), économique, historique, culturel. Son lien avec l'Europe germanique et la Méditerranée lui confère une importance de première grandeur.

Les pays scandinaves, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, naguère paisibles démocraties marchandes connaissent une instabilité qui renvoie aux péripéties malheureuses du XX^{ème} siècle. La Hongrie, la Slovaquie, la République Tchèque, la Roumanie, la Moldavie, la Pologne... et le reste des autres pays, même le Japon, sont menacés par un « populisme » qui fragilise la position occidentale et pas seulement en leur soutien à l'Ukraine.

C'est sous ces contraintes que la France est placée sous le regard attentif des marchés et des acteurs mondiaux qui ne voudront à aucun prix que ce pays bascule dans une « neutralité » qui aggraverait une stratégie globale qui dépasse le cadre est-européen et les querelles franco-françaises.

C'est tout cela qui se joue dans la crise politique française. C'est pour cette raison que la difficulté (voire l'impossibilité) dans laquelle elle se trouve à trouver une solution à ses problèmes embarrasse les puissants de ce monde qui redoutent plus que tout un irréversible changement de rapports de forces à leur avantage que les Occidentaux ont mis en place depuis la chute de Constantinople. Quelle autre signification donner au nom du parti naguère présidentiel français de « Renaissance » ? ainsi d'ailleurs que celui donné à celui de son voisin « Reconquête » (associant tout à la fois, la chute de Grenade et la « découverte » de l'Amérique) qui relie de manière transparente quelques-unes de ces dates critiques : 1492-1948-1956-1962-1979-1990...

Naturellement, on peut toujours en appeler au délire d'interprétation ou au complotisme.

« Si les gens savaient par quels petits hommes ils sont gouvernés, ils se révolteraient vite ». Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord.

■ France : crise politique, crise de régime

Cinq Premiers ministres français en deux ans et le dernier, Sébastien Lecornu, a eu à peine le temps de poser ses valises à Matignon qu'il annonce vouloir s'en aller. C'est un record dans la cinquième république. Une valse des chefs de gouvernement alors que de très gros dossiers attendent d'être réglés, comme l'indispensable budget. La France est dans un blocage inédit depuis 1958.

Par Sid-Lakhdar Boumediene

Après la dissolution irraisonnée du président de la République se pose cette fois-ci définitivement la question de la mort de la cinquième République. Elle s'était posée bien avant mais aujourd'hui il faut serendre à l'évidence qu'elle ne pourra survivre longtemps encore.

Même si sa situation venait à s'améliorer, par exemple après une seconde dissolution ou une démission du président de la République, la mort des institutions est programmée par un tictac du temps qui est prêt à s'arrêter. Ce sera le moment inéluctable de se poser la question de la transformation des institutions en fondant une 6^{ème} république (avec cette appellation ou une autre).

Voilà revenu le grand sujet de dissertation que nous avions eu pendant nos cours de droit constitutionnel, crise politique ou crise de régime ? Mais ce n'était qu'une démarche de l'esprit car l'idée du retour à la quatrième République était impensable dans tous les esprits. Une éventualité rejetée après l'échec fragrant de mai soixante-huit que certains appellent encore une révolution avec plus de nostalgie que de réalité.

Qu'en est-il de la crise qui fait face en ce moment à la France dans cette dernière année ? Ma réponse personnelle est sans hésitation la qua-

lification de crise de régime. Mais avant de revenir sur cette réponse tranchée il faut rappeler au lecteur les marques fortes des deux terminologies en question.

Commençons par dire qu'il n'y a aucune définition juridique mais uniquement d'un usage qui peut se différencier selon chaque spécialiste ou commentateur qui ne crée aucune divergence de fond. L'hypothèse de la définition juridique n'est pas saugrenue car elle permettrait de déterminer les conditions d'un acte législatif ou même de modification de constitution.

Une crise politique est la conséquence du bouillonnement des oppositions partisans dans leurs projets politiques. On dit qu'il y a une crise politique lorsqu'elle est à son niveau le plus aigu. On a ce sentiment que tout va éclater et se bloquer mais les institutions tiennent encore et permettent un fonctionnement normal de l'Etat.

La période actuelle semble effectivement cumuler tous les exemples d'une crise politique, on ne sait plus où donner de la tête pour tous les identifier. La démission du Premier ministre si peu de temps après la valse des précédents en est l'ultime preuve.

Mais alors si le blocage politique est à son paroxysme, pourquoi certains hésitent encore à parler de crise de régime ? La seule explication vient de ce que nous avons déjà dit, de l'interprétation des deux termes du débat.

En effet on peut aller dans la sens qui qualifie

la situation de crise politique puisqu'il n'y a pas apparemment de blocage institutionnel et que tous les organes constitutionnels continuent à fonctionner.

Le président de la République a toujours le pouvoir de l'article 8 et peut nommer des Premiers ministres. Il maîtrise l'opportunité de celui que lui attribue l'article 12 de la dissolution puisqu'il l'a déjà mis en action et que ses opposants lui demandent de l'utiliser de nouveau.

Pas plus que sa fonction de représentation à l'étranger de la France et les accords qui en découlent, surtout en la situation actuelle. On ne lui conteste que le mauvais choix de la nomination du Premier ministre mais pas sa légitimité à le faire. Ou la contestation de la décision éventuelle d'envoi de troupes à l'étranger autant que celle d'activer la bombe atomique sans lui contester la légitimité de prendre seul ces deux lourdes responsabilités.

La gestion courante des affaires de l'Etat n'est en rien perturbée. Et ainsi de suite, la crise est donc seulement politique et non celle du régime pourraient dire les partisans de cette option de qualification avec tous ces arguments.

Ils ont apparemment raison mais je persiste à penser, comme un nombre très élevé de contradicteurs dans ce débat qu'il s'agit de crise de régime et non seulement de crise politique.

Le contrat de confiance entre le peuple et la cinquième république venait de sa capacité à créer de la stabilité. Or elle n'a été possible que par certains points historiques incontestables. L'homme était au sommet de la gloire et du respect, le général de Gaulle fut le partisan de la libération. Il avait en plus mis fin (ou à peu près) aux grandes crises coloniales. La France était entrée dans un cycle économique faste, celui

qu'on dénomme Les trente glorieuses par le temps de la période de prospérité croissante.

La majorité absolue à l'Assemblée était garantie par la raison des deux points précédents. La dispersion des partis politiques dans la quatrième République n'existera plus avec la quasi hégémonie entre le parti gaulliste, majoritaire, et le parti communiste très puissant. Et se rajoute enfin un ingrédient très important dans la soupe soit le système électoral qui menait mécaniquement à la création d'un parti majoritaire.

Depuis la crise pétrolière, plus rien de cela et la cinquième République s'est bercée d'illusions en croyant à sa puissance de stabilité et de prospérité. L'homme fort providentiel n'existe plus, la force économique n'est plus ce qu'elle était (bien que la France reste encore dans le rang des premières dans le monde). Les partis politiques se sont éclatés et la bipolarisation n'existe plus.

Et cerise sur le gâteau, avec l'éclatement des partis à l'Assemblée, ils n'ont pas la culture du compromis comme l'Allemagne et bien d'autres pays. Ils ne savent même pas ce que c'est tant ils n'avaient jusque-là jamais eu à le faire.

Ni la dissolution, ni l'élection présidentielle anticipée ni celle des législatives n'y pourront rien. En cet instant de rédaction de cet article, on nous annonce la survenue imminente de le l'une de ces trois voies, c'est peine perdu. Il s'agit bien d'une crise de régime qui suppose une modification entière dans l'objectif politique et le contenu d'une nouvelle constitution

En conclusion, si cela n'est pas une crise de régime mais seulement une crise politique comme l'affirment certains, quelle déflagration plus forte faudrait-il ? Une guerre, une météorite qui s'abat sur la France ou Cnews qui prendrait la tête des audiences ?

Les inéluctables robots intelligents

Par Derguini Arezki

1ère partie

L'informatique n'est plus une discipline isolée. Elle devient une infrastructure mondiale fondamentale de la société contemporaine, au même titre que l'électricité ou les réseaux de transport, mais pas seulement. Elle est une infrastructure tramée d'une culture mondiale que fabriquent et dans laquelle vivent les nouvelles générations. Les robots intelligents qui en émanent sont une partie de notre humanité augmentée. L'humain et le non humain se sont toujours complétés, qu'il s'agisse de l'outil ou de l'air. Les robots informatiques mobilisent notre mémoire que nous ne portons plus, ils opèrent à une vitesse qui nous dépasse.

Jusqu'à quand niera-t-on l'évidence de plus en plus nette que la société est une association d'humains et de non-humains ? La société est une association d'associations d'humains et de non-humains. Associations malfaisantes et bienfaisantes. Les robots intelligents sont des membres de la société dont l'association fera la différence. Ils seront les amis des uns et les ennemis des autres.

L'intelligence artificielle est donc à la fois une menace et une opportunité pour les individus, les sociétés et l'humanité. On peut dire que tout dépend du rapport entre travail et capital, entre savoir et culture, entre savoir et énergie. Si la machine intelligente exproprie le travail de son savoir, autrement dit oppose travail et capital dans un jeu à somme nulle, le travail mort se substituant au travail vivant et le travail vivant ne pouvant se substituer au travail mort, elle devient son ennemie. Si le travail s'approprie le travail de la machine, autrement dit si le travail vivant peut se substituer au travail mort comme celui-ci peut le faire, la machine intelligente se fait l'allié du travail vivant. Rappelons que par travail, on entend savoir et énergie. Dans le premier cas, les machines apprenantes se substituent aux humains, ne les complètent pas et multiplient les populations inutiles. Dans le second cas, l'intelligence artificielle est une puissance du travail social, elle ne défait pas l'unité de ce dernier, mais l'élève à un niveau supérieur. La substitution du travail mort au travail vivant, des machines intelligentes au savoir humain, ne menace pas alors leur complémentarité, elle porte leur complémentarité à un niveau supérieur. Les machines apprenantes non humaines restent des objectivations des " machines " apprenantes humaines. Le premier cas peut s'imposer au second si deux conditions sont réalisées : si l'énergie non humaine se substitue à l'énergie humaine et rend cette dernière inutile, si la domination de classes peut se perpétuer malgré la multiplication du travail inutile.

La seconde situation peut s'imposer à la première dans le cas contraire : si l'énergie non humaine complète l'énergie humaine et si les machines apprenantes complètent la compréhension humaine.

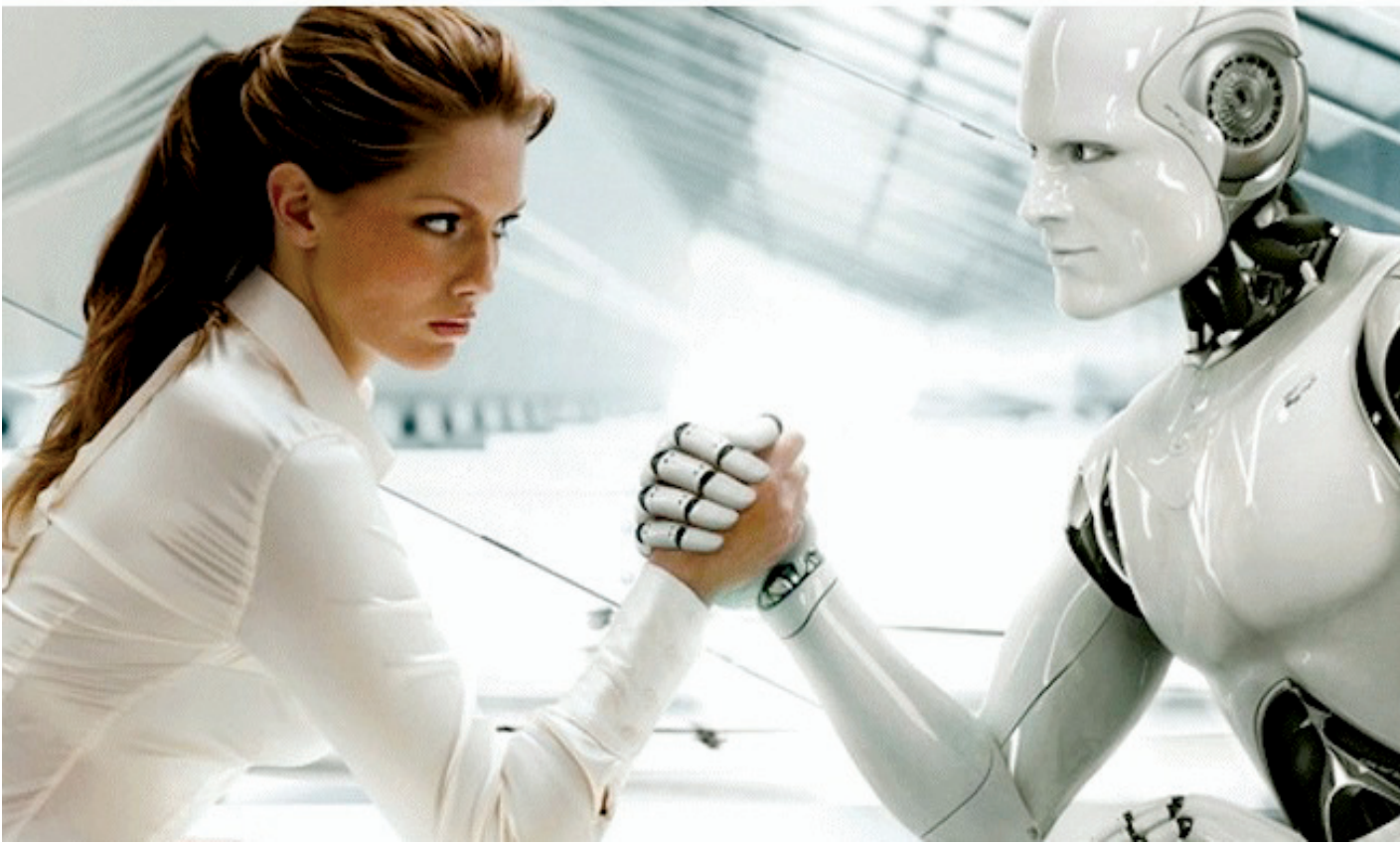
Cette dernière situation suppose une nouvelle distribution du savoir-faire mondial et un rapport de classes non antagoniste, la compétition mondiale ne s'accompagnant pas d'une monopolisation du savoir et la division de classes ne s'accompagnant pas d'une multiplication des populations inutiles. Ennemis ou amis du travail humain

La séparation du travail vivant et du travail mort (du capital et du travail, du savoir humain et des machines intelligentes) peut prendre la forme d'un antagonisme, si le travail mort ne peut pas être transformé en travail vivant, autrement dit si le savoir ne se diffuse pas, mais se monopolise. Avec la digitalisation de la société, le corps social ne peut pas se défendre des cyberattaques s'il ne peut pas reconstituer son activité indépendamment de son objective infrastructure digitale.

L'intelligence artificielle peut-être une opportunité pour certaines nations si elle leur permet de s'approprier du savoir-faire mondial, d'engager un rapport vertueux du travail vivant et du travail mort, du savoir et de l'énergie.

Il y a là une nouvelle opportunité pour les sociétés postcoloniales pour refaire leur retard en matière de savoir, mais que beaucoup ne seront pas en mesure de saisir. Tout dépendra de la capacité de ces sociétés à s'approprier le savoir-faire mondial, à faire corps avec les infrastructures des nouvelles révolutions industrielles, ce vers quoi aspirent les nouvelles générations.

La société doit revoir son rapport au monde et au savoir, elle baigne de plus en plus dans une culture qui est à la fois mondiale et locale. Les universités doivent revoir leur rapport au monde et à la société. La société doit être en mesure de faire corps avec les nouvelles infrastructures, ce qui suppose qu'elle doit être en mesure de convertir le travail mort que ces infrastructures représentent en travail vivant afin que l'État ne soit pas leur otage et le travail vivant de la société pulvérisée en miettes.



Selon le niveau d'énergie disponible, pour substituer, la société doit pouvoir mettre en œuvre un certain savoir vivant dans une forme objectivée ou non, séparée ou non de l'énergie humaine.

Ainsi peut être garantie une reproductibilité des infrastructures. Pour l'heure, il faut constater, que la reproductibilité des infrastructures n'est pas assurée, que les conditions d'une telle reproductibilité sont négligées.

Concrètement, il faudra revoir le rapport des richesses et du savoir-faire. Les uns ne vont pas sans l'autre, mais toutes les sociétés ne cultivent pas le même rapport. Les sociétés industrielles ont associé richesses et savoir-faire, les sociétés postcoloniales n'ont pas pu les associer. Chez ses dernières sont cultivées les richesses, mais pas le savoir-faire. Les sociétés qui ont émergé ont cultivé le savoir-faire davantage que les richesses, les richesses ont suivi le savoir-faire. Être riche, c'est savoir-faire et savoir-être. Dans les sociétés postcoloniales, le savoir-faire n'a pas suivi les richesses. Elles sont comme restées fétichistes, comme victimes du fétichisme de l'argent et de la marchandise. Elles rendent un culte au travail étranger. L'argent achète, mais il achète du travail étranger que le travail local ne subsume pas. La différenciation sociale a pour base la consommation. La " chtara/qfaza " définit le savoir-être.

Dans ce même ordre d'idées, il faudra revoir le rapport de la masse à l'élite : une masse s'appropriant le savoir d'une élite locale s'appropriant le savoir du monde. L'université de masse a réalisé une condition de sa transformation en université du savoir, une condition nécessaire, mais non suffisante. Elle a mis la société dans l'université, il lui reste à mettre l'université dans la société et le savoir-faire du monde dans l'université. L'université doit s'approprier un savoir-faire mondial que la société pourra s'approprier au travers d'elle et convertir en savoir-faire et équipement.

Il faut distinguer entre savoir théorique et savoir-faire : les universités ont importé de celles du monde la théorie, mais pas la pratique, on a ainsi des universités sans leurs laboratoires, un savoir vide de savoir-faire. La raison principale est que l'acquisition du savoir-faire est coûteux, les théories circulant plus aisément que les pratiques. S'approprier une machine importée c'est être en mesure de la reproduire et pas seulement de l'utiliser. Quand elle tombe en panne, il faut la réparer et non refaire appel à ses concepteurs. Importer une machine et ne pas pouvoir la réparer, c'est perpétuer une dépendance en étant incapable de s'approprier le savoir qu'elle objective.

Il faut encore distinguer entre savoir scientifique et culture, associer savoir et sagesse. Tout le savoir que nous mobilisons n'est pas scientifique. La Science ne peut chasser la sagesse. La sagesse mobilise toutes les ressources d'une culture, la Science s'abstrait de la culture, l'activité scientifique s'abstrait de l'activité sociale, diversifie l'activité ; la culture réunit l'activité. La culture est en partage avec toute la société, l'activité scientifique un de ses pôles. L'activité scientifique est une partie de la culture, elle ne peut réduire toute l'expérience à une expérience scientifique, en retour elle doit être recultivée par la société. La société s'incorpore

ou ne s'incorpore pas l'activité scientifique. L'activité scientifique est comme la partie dure de l'activité culturelle, une partie qui ne cesse de se transformer avec l'expérience. L'activité scientifique produit des expériences, la culture offre des visions dans lesquelles les expériences vont s'inscrire. On ne peut comprendre l'audace scientifique et technologique d'un Elon Musk si on ne voit pas la vision qui la supporte.

NOS PROPRES LABORATOIRES

Voilà pourquoi il ne faut pas craindre de partir de bas, de l'unité des humains et des non-humains, de leur compétition et de leur coopération. C'est aussi là, la condition d'une unité locale du travail vivant et du travail mort, d'une appropriation locale du savoir mondial ; d'une unité du savoir et de la culture, du savoir-faire et du savoir-être. La conversion du travail mort en travail vivant, du savoir mondial en savoir local (et inversement), assure au corps social sa puissance et sa résilience. Une conversion complète peut exister exceptionnellement, mais elle n'est ni nécessaire ni souhaitable. Par exemple, le génie humain et la puissance de calcul ne sont pas réductibles l'un à l'autre. Ce qui importe c'est qu'ils se tiennent, que l'on peut aller de l'un à l'autre, de la personne intelligente à la machine et de la machine intelligente à l'homme, qu'ils se complètent en se substituant l'un à l'autre, sans que ne se rompe leur unité.

La place de la machine intelligente va croissant, mais elle ne peut se substituer indéfiniment à la machine humaine. Elle a appris à raisonner, à prédire et à créer, mais elle ne pourra pas être omnisciente. La machine intelligente est du savoir objectif, du savoir séparé de l'énergie humaine à laquelle s'est substituée une énergie non humaine. Jusqu'à quel point le savoir humain pourra être séparé de l'énergie humaine, jusqu'à quel point la machine non humaine pourra subsumer le savoir, cela dépendra de la mesure dont on pourra substituer de l'énergie non humaine à l'énergie humaine, de la mesure dont le savoir machinique pourra recouvrir l'expérience humaine. Tant que la consommation d'énergie non humaine pourra croître, la substitution des machines intelligentes au travail humain pourra accroître l'expérience et la puissance productive humaine que se disputeront les nations. Il reste que l'expérience des machines ne pourra pas recouvrir, se substituer à toute l'expérience humaine. L'expérience des machines pourra marginaliser l'expérience humaine, mais parvenue à son apogée, dans son déclin elle devra refaire place à l'expérience humaine.

Aussi l'unité du travail vivant et du travail mort doit pouvoir être établie, le système économique doit pouvoir fonctionner, avec différents niveaux d'énergie. Le rapport du travail vivant au travail mort s'organise en différentes strates selon le niveau d'énergie disponible. L'unité du travail vivant et du travail mort s'éprouve dans la capacité de conversion de l'un dans l'autre avec la variation du niveau d'énergie.

Nous ne devons pas et ne pouvons pas importer les laboratoires du monde, mais nous pouvons et devons développer nos propres laboratoires. L'éli-

te ne doit pas être obnubilée par les laboratoires étrangers, par une compétition directe avec ces laboratoires. Elle doit viser à fabriquer ses propres expériences et laboratoires, celles que la société peut reproduire. C'est par ces laboratoires qu'elle pourra innover et entrer en compétition avec ceux du monde. La compétition ne peut être qu'indirecte, ne peut emprunter que des voies non balisées par la compétition mondiale.

L'élite doit se mettre simultanément à la hauteur de l'élite mondiale et de la société, sans être obsédée par ce que fait l'élite mondiale, mais préoccupée par ce qu'elle peut monter dans sa société, avec sa société, comme laboratoires et expériences. Sur la voie de l'accumulation du savoir, elle doit créer ses propres chemins du succès. Il faut mettre les laboratoires dans la société, l'expérimentation dans la société. L'élite doit savoir faire et la société pouvoir faire avec. Si elle doit être à la hauteur de l'élite mondiale, c'est pour ne pas réinventer la roue et être en mesure d'innover. Toute innovation n'est pas bonne à prendre. La bonne innovation est celle qui cultivant la propension à innover dans la société améliore son savoir-faire et son savoir-être. Nous sommes ce que nous faisons et non ce que nous possédons.

L'innovation doit être une disposition sociale, autrement dit une disposition générale et non l'attribut d'une minorité. C'est ainsi que les bonnes innovations s'imposent et se diffuseront rapidement. Il ne s'agit pas de remettre le pouvoir de décider que faire à une minorité. Il s'agit de faire de chaque agent un élément actif dans son milieu : dans ce milieu humain et non humain que puis-je faire qui améliore son fonctionnement ? Une innovation agit sur le milieu, mais le milieu agit aussi sur l'innovation. Il peut s'en porter mieux ou moins bien. Nous avons jusqu'ici développé des dispositions négatives à l'égard du savoir et du milieu.

FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ

La fenêtre d'opportunité ouverte aux sociétés postcoloniales pour faire irruption dans ce que certains appellent une seconde modernité ne s'éternisera pas. Il faudra bientôt payer pour ce à quoi l'on accède aujourd'hui gratuitement. En tant qu'universitaire, j'ai connu deux " révolutions " : l'accès à l'encyclopédie par le moyen des CD-ROM et de l'ordinateur. Ils m'ont donné un accès au savoir dans sa globalité, je pouvais situer ma réflexion par rapport à d'autres chercheurs, avoir une meilleure connaissance du marché intellectuel. Ce que ne pouvait me donner ma communauté.

La seconde a consisté dans l'accès aux moteurs de recherche intelligents (IA) qui m'épargne une lecture considérable et me permet d'affiner ma recherche rapidement.

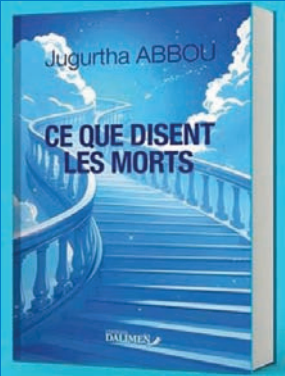
Le savoir n'est gratuit que parce que les machines intelligentes ne paient pas de droits aux auteurs dont elles empruntent le contenu de leurs œuvres. Mais les machines intelligentes qui ont pu s'entraîner gratuitement ne vont pas tuer leur poule aux œufs d'or. Elles paieront le travail dont elles ont besoin, si elles veulent ne pas s'en abstenir.

A Suivre

Médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Ce que disent les morts



Roman de Jugurtha Abbou
Editions Dalimen, Alger 2025,
229 pages, 1400 dinars

C'était le temps de la pandémie du Covid. Des morts par centaines à travers le monde et par dizaines en Algérie. En plus du confinement, on s'est retrouvé obligé d'enterrer les morts à la va-vite, souvent sans la présence des parents, des proches et des amis (lorsqu'ils étaient eux-mêmes encore en vie !). On s'est retrouvé aussi face à une pénurie de places dans bien des cimetières. Se basant sur cette réalité (?), l'auteur a profité du large (sic !) public (sept décédés - appartenant à des familles différentes - enterrés dans une même tombe... une fosse commune), pour déclencher un véritable débat sur la vie de chacun d'entre-eux, ses problèmes, ses espoirs, ses relations avec les autres, mais aussi sur la société en général. Le grand déballeage, quoi ! En toute liberté, bien sûr.

Donc, sept spectres et sept histoires : un ancien maquisard de l'Aln, ancien condamné à mort, racontant sa frustration d'une indépendance confiscuée ; une jeune fille, enfant d'un père corrompu et violent (qui ne lui a pas pardonné d'avoir posé tête nue sur une photo prise lors de la célébration de l'indépendance du pays) ; une autre femme, fille de maquisard, révoltée par l'idéologie rétrograde de l'école

LES MORTS... VIVANTS

fondamentale ; un jeune homme passé d'une vie insoumise au maquis islamiste ; une autre femme ayant souffert de l'intégrisme ; un personnage atteint par la vanité de la luxure dans l'opulence générée par un père enrichi illicitement et un jeune psychologue en proie aux craintes et désillusions mais cultivant l'espoir de lendemains meilleurs...

Tout cela écouté par Rezki, un petit commerçant amateur d'alcool, se réfugiant dans le calme du cimetière, loin du tumulte des vivants de son village, avec l'accord du maître des lieux, le fossoyeur... un solitaire... dépravé clandestin.

En définitive, les morts de nos cimetières racontent la vie beaucoup mieux que les vivants eux-mêmes. Il est vrai qu'ils n'ont plus rien à craindre... de ceux qui ne savent pas leur «dernière heures».

L'Auteur : Né en 1984. Spécialiste en psychologie sociale. Il a été membre du Conseil national puis Secrétaire national à la communication du Ffs. Déjà plusieurs ouvrages dont un de poésie (2019), deux romans et plusieurs contributions journalistiques. Il anime aussi un club de lecture pour enfants.

Extraits : «Pourquoi, bon sang, les humains, même sous terre, ne rament-ils pas l'occasion de donner libre cours aux querelles et aux polémiques» (p 30), «On dit, chez nous que celui qui a beaucoup d'enfants possède la force et celui qui a beaucoup d'argent détient le pouvoir» (p 51), «Il est de ces amours non prononcés que les gestes d'attention ne trompent pas »(p 59), «Tout était interdit à la fois. Il était permis d'être islamiste, mais il n'était pas toléré de décréter le régime impie. On pouvait être communiste, mais on ne devait pas dénoncer les politiques libérales de ce pouvoir. En somme, soyez ce qu'ils veulent faire» (p 75), «Nous n'avons pas de pays de rechange tout de même... Si, si, nous l'aimons. Même ceux qui l'ont ruiné l'aiment. Eux l'aiment comme un gâteau à se partager, et nous, comme une fleur à voir pous-

ser» (p 83), «Ce n'est pas le pays que nous détestons. Ce sont le pillers, les usurpateurs, les charognards qui l'ont jeté dans le chaos; ceux-là nous les maudissons» (p 146), «Notre génération ne s'est pas figée dans une posture victimaire. Nous avons pu nous départir de la mainmise tutélaire. On pouvait facilement vivre sans nos parents, mais jamais sans nos smartphones» (p 157).

Avis Une tombe (ou fosse) collective (durant la pandémie du Covid), voilà un biais assez original pour raconter -en toute liberté- la vie. Attention, pas mal de coquilles, ce qui rend la lecture malaisée ! L'impression numérique a pas mal de jours devant elle avant d'atteindre le (presque) parfait. De plus, une mise en page «expédiée». Et, indication de l'imprimerie absente.

Citations : «La guerre, c'est l'ennemi qui te tue et le supérieur qui t'insulte, c'est l'adversaire qui veut ton péril et la maman qui t'espère en vie. C'est la merde que tu manges et la gadoue dans laquelle tu patauges» (p 115), «Combien de temps faut-il à l'homme pour reconnaître ses torts ? Certains ne le font qu'au crépuscule de leur vie, d'autres attendent d'être sous terre pour avouer leurs erreurs» (p119), «On raconte qu'un Algérien est parti travailler au Japon. Le lendemain de son arrivée, il a dormi jusqu'à midi. Vous savez quoi ? On l'a enterré vivant, car on l'a pris pour mort» (p 128), «On meurt à tout âge. C'est ce qui rend la mort fascinante et éprouvante à la fois» (p 165), «La mort est une créature invisible que tout le monde voit venir, mais que personne n'aperçoit franchir le seuil de la porte »(p 174), «Qu'est-ce que le malheur, sinon de vivre et de mourir loin de ceux que le cœur a toujours aimés ?» (p 197), «Ce n'est pas la vie qui est mauvaise, c'est plutôt le sens que nous lui donnons qui peut être bon ou mauvais» (p 201), «La mort, disait Einstein, n'est pas la pire chose de la vie. Le pire, c'est ce qui meurt quand on vit» (p205).

Extraits : « Le 1^{er} Novembre a commencé le 8 mai 1945 » (Aït Ahmed cité, p16), (.....). «Pour Aït Ahmed, il n'y a pas mille chemins, la situation exige un changement radical, progressif et pacifique. Radical, cela signifie le changement du Système et non des personnes (.....). Progressif parce qu'on ne peut pas aller d'une dictature vers une démocratie sur un coup de tête (.....). Pacifique parce qu'aucun changement violent ne peut mettre les jalons d'une véritable démocratie (...) » (p187).

Avis Un essai ? Bien plutôt une étude qui présente Hocine Aït Ahmed sous toutes ses coutures... politiques. (.....)

Citations : « Si la noblesse d'une cause suffisait à en assurer le triomphe, celle de l'Algérie n'eut pas eu besoin de révolution pour triompher » (Aït Ahmed. Étude remise au Cce, de la prison de la Santé, avril 1957, p 43), « Il y a des faiseurs de rêves, il y a des briseurs de rêves, Aït Ahmed a fait partie de la première catégorie tandis que d'autres.... » (p 48), (.....). « La politique, c'est aussi le devoir de rendre des comptes » (p 61), « L'islam contient des valeurs civilisationnelles, mais la technique de sacralisation est une technique du pouvoir absolu » (Aït Ahmed. Libération/France, 15 décembre 1989), « Mon pays souffre d'une étrange maladie : l'algériasclérose. Ses symptômes ne trompent pas : mal-être, mal de vivre, tristesse, frustration et soumission, perte des valeurs de solidarité et de courage... » (Aït Ahmed, cité p 108. Jeune Afrique, 1986), « L'Histoire, on la fait d'abord, on l'écrit ensuite » (Aït Ahmed cité p 191. La Nation)

■ **L'Auteur :** Voir plus haut

■ **Table des matières :** introduction/ 12 chapitres/Conclusion/ Bibliographie

Mali : la dictature d'Assimi Goïta met tout le Sahel en péril

Depuis le coup d'État de 2021, la junte militaire a confisqué le pouvoir au Mali, enterré la démocratie et plongé le pays dans un climat de peur. Cette dérive autoritaire ne menace pas seulement Bamako : elle fragilise tout le Sahel et met directement en jeu la sécurité de l'Algérie, qui partage plus de 1 400 kilomètres de frontière avec son voisin du Sud.

Par Salah Lakoues

Dans une région sahélienne aux frontières poreuses, la sécurité transfrontalière s'impose comme un défi central. Avec plus de 1 400 kilomètres partagés avec le Mali, l'Algérie porte une responsabilité stratégique dans la préservation de la stabilité du Sahara algérien. Cette réalité géopolitique exige une coopération accrue pour contenir les menaces armées, démanteler les trafics illicites et protéger les populations frontalières. Dans ce contexte, la résolution pacifique des conflits, en particulier la question touareg qui transcende les frontières, apparaît comme un impératif stratégique pour garantir la sécurité régionale et bâtir une paix durable.

UNE CRISE MALIENNE
AUX RÉPERCUSSIONS
RÉGIONALES
PRÉOCCUPANTES

Depuis le coup d'État de 2021, le Mali traverse une crise politique profonde sous la junte militaire du colonel Assimi Goïta. Cette situation menace non seulement la stabilité du pays mais aussi celle de tout le Sahel, dont l'Algérie est un acteur incontournable. Partageant avec le Mali une frontière terrestre de près de 1 400 kilomètres, Alger assume une responsabilité stratégique pour la sécurité de son Sahara et pour l'équilibre régional. Consciente que la question touareg constitue le cœur géopolitique de cette crise, l'Algérie plaide de longue date pour une solution pacifique et durable.

LA FIN DE
LA DÉMOCRATIE ET
L'ÉTOUFFEMENT
DE L'OPPOSITION

Le verrouillage autoritaire imposé par la junte malienne a détruit les fondations de la vie politique. En mai 2025, elle a dissous les 130 partis et associations politiques légaux, annihilant tout espace démocratique. Ce geste, assimilable à un enterrement organisé de la démocratie, a été accompagné d'une vague d'arrestations arbitraires visant opposants, journalistes et militants, comme l'ont dénoncé Human Rights Watch. Loin d'apporter une stabilité, cette répression installe un climat de peur et isole la junte d'une société qu'elle prétend gouverner. La seule issue crédible passe par la restauration d'un espace pluraliste, la libération des prisonniers politiques et un retour urgent au respect des libertés fondamentales. Faute de quoi, le Mali risque de s'enfoncer dans une impasse durable, avec des répercussions directes sur la sécurité régionale.

INSÉCURITÉ CROISSANTE
ET DÉPLOIEMENT
CONTROVERSÉ DE
MERCENAIRES

Sur le terrain, la situation sécuritaire se dégrade. Incapable

de contenir les groupes djihadistes, la junte s'est tournée vers des mercenaires étrangers. Loin d'apaiser la menace, cette stratégie a accentué les tensions, nourri la défiance des populations et entravé toute réconciliation nationale. Cette militarisation à outrance entretient un cycle de violence qui fragilise davantage l'État malien.

MANIPULATIONS
RÉGIONALES ET PILLAGE
DES RESSOURCES
NATURELLES

La crise malienne est également exploitée par certaines puissances régionales, notamment le Maroc et les Émirats arabes unis, qui encouragent un pillage systématique des ressources, en particulier l'or, au détriment du développement national. Cette prédation, combinée à une corruption endémique, érode les bases économiques déjà fragiles du pays et alimente les causes profondes de l'instabilité.

UN BLOCAGE POLITIQUE
FRAGILISANT TOUTE
LA RÉGION DU SAHEL

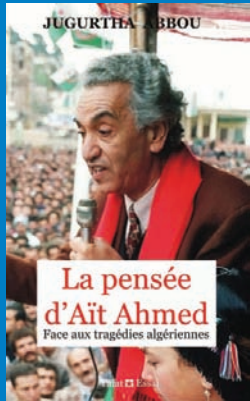
Réduire cette crise à un problème interne serait une erreur. Le blocage politique du Mali a des conséquences transfrontalières qui paralysent les mécanismes de coopération régionale et exacerbent les tensions interethniques. L'effondrement potentiel de l'État malien aurait des implications géopolitiques majeures, notamment pour l'Algérie, qui se trouve en première ligne pour sécuriser son Sahara et contenir les menaces venues du Sud.

APPEL À UNE
MOBILISATION
INTERNATIONALE
POUR SAUVER LE MALI

La gravité de la situation impose une mobilisation urgente. L'Algérie, du fait de sa longue frontière commune et de son expérience dans la médiation régionale, doit jouer un rôle moteur dans le lancement d'un processus politique inclusif. La communauté internationale, en appui, doit garantir le respect des droits fondamentaux, soutenir la restauration d'une gouvernance démocratique et encourager une solution pacifique à la question touareg.

La dérive autoritaire de la junte malienne a plongé le pays et toute la région sahélienne dans une impasse dangereuse : démocratie étouffée, insécurité accrue, influences extérieures prédatrices. Pour l'Algérie, qui veille sur la stabilité de son Sahara, la résolution pacifique de la question touareg est un impératif vital. Le soutien de la communauté internationale à un processus démocratique inclusif, porté par des acteurs régionaux crédibles au premier rang desquels Alger, est désormais incontournable. L'avenir du Mali, et celui du Sahel tout entier, se joue maintenant.

La pensée d'Aït Ahmed. Face aux tragédies algériennes



Essai de Jugurtha Abbou.
Tafat Editions, Alger 2022, 216
pages, 1000 dinars (Fiche de
lecture déjà publiée en février 2023.
Extraits pour rappel.
Fiche complète
in www.almanach-dz.com/viepolitique/bibliotheque_d'almanach)

Hocine Aït Ahmed (1926-2015) est, sans doute, l'un des militants actifs de la lutte armée pour la libération du pays qui, par ses positions, a laissé le plus une empreinte intellectuelle dans la vie politique et idéologique du pays. Ses activités sur le terrain, et ce depuis sa prime jeunesse, sont connues et incontestables (et, d'ailleurs incontestées). Un CV long et aux étapes glorieuses... Un résistant infatigable jusqu'à son dernier souffle, tout particulièrement contre tous ceux (dont des anciens frères de combat anticolonialiste) qui, selon lui, n'étaient

Contrôle des boulangeries à El Mohgoun Deux mises en demeure pour non-respect du prix du pain



K. Assia

Afin de s'assurer si les conditions d'hygiène et de qualité sont respectées et vérifier par là même si le prix officiel du pain de 10 dinars est appliqué, une vaste opération de contrôle a été lancée dans plusieurs boulangeries et commerces au niveau de la localité d'El Mohgoun relevant de la commune d'Arzew. Celle-ci pilotée par des cadres de l'inspection communale de l'APC d'Arzew a vu la présence des représentants de la gendarmerie et de la direction du commerce. Le but est de vérifier si les pratiques commerciales sont respectées et de garantir la disponibilité du pain, apprend-on. Dans ce registre, plusieurs commerces et boulangeries ont été contrôlés lors de cette campagne d'inspection ce qui a permis aux services intervenants de rele-

ver des infractions liées au non-respect de l'hygiène et aussi le non-respect du prix du pain. Sur ce et conformément à la loi en vigueur, une décision de fermeture a été prononcée à l'encontre d'une boulangerie pour non-respect des normes d'hygiène et de qualité.

Par ailleurs, deux autres boulangeries ont été mises en demeure pour non-respect du prix de la baguette de pain qui est fixé à 10 dinars. Celles-ci feront l'objet de fermeture en cas de récidive. Ainsi et tout axant sur l'impact de ces contrôles, les services de la commune comptent multiplier ces campagnes d'inspections afin de protéger la santé des consommateurs et surtout garantir la disponibilité du pain et le respect de son prix. En avril dernier, l'Association de protection du consommateur d'Oran avait décidé de poursuivre en justice les boulangeries pratiquant

des prix illégaux suite à des plaintes émanant de nombreux citoyens. Celle-ci avait annoncé sa décision de lancer des actions en justice contre toute boulangerie contrevenant à la réglementation en matière de prix.

Les contrôles effectués ont révélé que certains boulangers ne respectent ni les prix fixés par l'Etat, ni les normes en vigueur. Une pratique qui pousse de nombreux citoyens, souvent issus de couches modestes, à payer un surplus injustifié pour un produit de première nécessité. Parallèlement, plusieurs infractions liées à l'absence d'hygiène ont été aussi constatées. Ainsi et face à de telles insuffisances, les bureaux d'hygiène communaux ont été instruits de renforcer le dispositif de contrôle en multipliant les descentes afin de contrecarrer tout danger pouvant porter à la santé du consommateur.

Campagne labours-semailles 25.000 hectares consacrés à la céréaliculture

La campagne labours-semailles pour la saison agricole 2025-2026 à Oran cible une superficie de 25.000 hectares dédiée aux cultures céréalières, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des Services agricoles.

La cheffe du service de l'organisation de la production et du soutien technique auprès de cette direction, Kelthoum Sâada, a souligné que l'objectif pour cette saison est de cultiver 25.000 hectares de céréales, toutes variétés confondues, à travers la wilaya d'Oran. La priorité est accordée au blé dur, avec une superficie dédiée de 5.000 hectares, dont 3.200 hectares irrigués bénéficiant de systèmes d'irrigation modernes. Ces superficies sont principalement situées dans la circonscription agricole d'Es-Sénia, a-t-elle précisé. Le reste des terres sera réparti en 1.200 hectares de blé tendre, 18.300 hectares d'orge et 500 hectares d'avoine.

Pour garantir le succès de la campagne, tous les moyens nécessaires ont été mobilisés, a assuré la responsable. Ainsi, un volume total de 38.201 quintaux de semences a été

mis à disposition, soit 21.792 quintaux de semences de blé dur, 3.909 qx de blé tendre et 12.500 qx d'orge, en plus de 1.743 quintaux d'engrais de fond et de couverture.

Un guichet unique a également été mis en place, en juillet dernier, au niveau de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) d'Oran, a ajouté Mme Sâada, qui a appelé les agriculteurs à s'en rapprocher pour déposer leurs dossiers en vue de bénéficier du crédit «R'fig».

Par ailleurs, la production de céréales a atteint, dans la wilaya d'Oran, plus de 53.000 quintaux au 31 juillet dernier, contre environ 20.000 quintaux à la fin de la précédente campagne agricole, selon les services de la direction locale des services agricoles (DSA). La production concerne toutes variétés de céréales confondues, a indiqué Kelthoum Sâada, cheffe par intérim du service de la production et de l'appui technique à la DSA d'Oran, précisant que cette production dépasse les prévisions annuelles, initialement estimées à 46.000 quintaux. De plus, la superficie récoltée jusqu'à fin

juillet a atteint 6.000 hectares, alors que les prévisions tablaient sur 5.000 hectares, contre 4.000 hectares récoltés lors de la saison précédente.

Cette hausse significative de la production et des superficies récoltées est attribuée à la mobilisation des agriculteurs, la disponibilité des semences et des engrais, l'accès avec plus de facilité aux crédits saisonniers «R'fig» pour de nombreux exploitants, ainsi qu'au soutien logistique, sachant que 770 tracteurs et plus de 90 moissonneuses-batteuses ont été mobilisés.

Par ailleurs, grâce aux campagnes de sensibilisation menées par la DSA et les différents acteurs du secteur agricole à Oran, 73% de la production, soit 39.000 quintaux, ont déjà été collectés par la Coopérative des céréales et des légumes secs d'Oran, contre seulement 50% durant la précédente campagne, a souligné la même responsable. La campagne de collecte des céréales se poursuit et les portes de la coopérative resteront ouvertes jusqu'au début de la prochaine saison agricole, ont souligné les services concernés.

Es-Sénia Un nouveau centre d'enfouissement des déchets inertes

D. B.

En visite de travail et d'inspection dernièrement dans la commune d'Es-Sénia, le wali d'Oran M. Samir Chibani a instruit les services compétents pour l'utilisation d'un des espaces qui jouxte la cité Cdt Cherif Yahia ex-200 logements comme centre d'enfouissement technique des déchets inertes. A ce titre, le chef de l'exécutif a souligné la nécessité d'une gestion et d'une exploitation optimales de ce site afin de contribuer efficacement à l'élimination des décharges illégales. Cela lui permettra de devenir un centre organisé et supervisé au service de la population et de l'intérêt général de la wilaya. Lors de son étape suivante, le wali a écouté une présentation du directeur des travaux publics sur le projet de réhabilitation des routes de wilaya n°83 et n°33, sur une distance de 2 km.

Il y a quelques jours, un nouveau centre d'enfouissement technique (CET) dédié aux déchets inertes a été mis en service au nouveau pôle urbain «Ahmed Zabana», dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris du directeur de l'EPIC CET Oran, Rachid Hamneche. Ce centre vient répondre à un besoin croissant en matière de traitement et de gestion des déchets inertes, principalement issus du secteur des travaux

publics (BTP), notamment après la saturation de celui d'Ain El Beïda, a-t-il expliqué, ajoutant que la mise en service de ce centre s'inscrit dans une démarche visant à améliorer la gestion des déchets dans la wilaya et réduire les effets néfastes des décharges sauvages. Le nouveau centre sert les 26 communes de la wilaya et reçoit entre 4.000 et 5.000 tonnes de déchets inertes par jour, selon M. Hamneche, qui a expliqué que l'objectif est d'optimiser le traitement de ce type de déchets tout en respectant les normes environnementales en vigueur.

Dans une optique de valorisation et de développement durable, l'EPIC CET Oran a également conclu un partenariat avec l'entreprise spécialisée «Recyclevert», qui récupère et transforme les gravats de béton en matériaux de construction tels que des clôtures et des revêtements de sol. «Ce partenariat permettra de valoriser le béton inerte, créant ainsi une valeur ajoutée, tout en prolongeant la durée de vie du centre», a souligné M. Hamneche. Ce projet s'inscrit dans les efforts constants des autorités locales pour relever les défis environnementaux et accompagner le développement urbain d'Oran, notamment dans ses nouvelles extensions comme celle du pôle «Ahmed Zabana».

Direction de la pêche Six nouveaux projets d'aquaculture validés

La commission chargée de la création des fermes aquacoles au niveau de la wilaya d'Oran a approuvé, récemment, six projets d'aquaculture, avec une capacité totale de production estimée à 2.220 tonnes, a indiqué le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Menouar Meghni Sandid.

Ces futures fermes aquacoles seront spécialisées dans la production de dorade royale, de loup de mer et de moules, a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il s'agit d'investissements privés soumis aux autorités locales, qui ont été validés par la commission spécialisée dans la création de ce type d'établissements après étude.

«Tous les projets qui répondent aux conditions ont été validés», a-t-il souligné, notant que les investisseurs entameront leurs démarches auprès des

domaines de l'Etat pour l'acquisition du foncier marin et terrestre. Les six fermes aquacoles démarreront la production avant la fin de l'année en cours, a-t-il affirmé, soulignant que l'approbation de ces projets a été possible grâce à l'initiative des autorités de la wilaya, en 2023, pour assainir le foncier maritime attribué à des investisseurs qui n'ont pas concrétisé leurs projets. Dans ce cadre, pas moins de 124 hectares de foncier maritime non exploité ont été récupérés grâce à cette opération d'assainissement, a-t-il expliqué.

Pour rappel, la wilaya d'Oran dispose actuellement de quatre projets d'aquaculture, deux concernent l'élevage de la dorade royale et du loup de mer, et deux autres sont spécialisés dans l'élevage des moules.

Lutte contre le trafic des stupéfiants 5 individus écroués et 10 kg de kif saisis

K. Assia

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont réussi à démanteler un réseau de crime organisé activant dans la commercialisation et le trafic des stupéfiants. Cinq individus dont des repris de justice ont été arrêtés et une quantité de 10 kg de kif traité a été saisie. Cette opération a été menée à la suite d'informations parvenues aux unités opérationnelles indiquant que des individus se servaient de leurs habitations pour stocker et écouler le produit prohibé. De même qu'ils utilisaient plusieurs véhicules pour commercialiser

la résine de cannabis à travers plusieurs secteurs urbains.

Ainsi et sur la base de ces renseignements et l'exploitation de toutes les données et les investigations lancées, les enquêteurs ont mis en place un important dispositif de surveillance ce qui a permis de les identifier et de localiser leur emplacement. Une fois toutes les procédures ficelées auprès du tribunal d'Es-Sénia, les policiers ont procédé à une perquisition et ont arrêté les mis en cause. Une extension de compétence a été aussi ordonnée dans le cadre de cette affaire. Une quantité de 10 kg de kif a été saisie. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Belaïd Mustapha, 63 ans, Oran
Aksis Hudayat, 90 ans, Mazouna
Benhalima Med, 67 ans, Maison de retraite
Seni AEK, 62 ans, Ain El Sefra

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 rabie ethani 1447

| | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 05h40 | Dohr 12h51 | Assar 16h09 | Maghreb 18h42 | Icha 19h59 |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|



Saïda Plus de 160 ha de foncier industriel récupérés

Plus de 160 hectares de foncier industriel inexploité ont été récupérés dans la wilaya de Saïda, selon le wali Amoumen Marmouri.

Lors de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) consacrée au dossier de l'investissement, le wali a souligné que 168 hectares de terrains destinés à l'investissement industriel et non exploités ont été récupérés.

Cette opération a été menée dans le cadre des travaux d'une commission de wilaya, qui a pro-

cedé à l'inspection des terrains attribués dans le cadre de l'investissement et constaté le manque de sérieux de certains bénéficiaires, ce qui a conduit à l'application des dispositions légales en vigueur, selon la même source.

Les terrains récupérés seront réattribués à des investisseurs sérieux, en fonction de l'importance de leurs activités, leur capacité à générer de la valeur ajoutée et à créer des emplois, a ajouté le wali.

De son côté, le président de l'APW de Saïda, Mohamed Reffas,

a salué les efforts des autorités locales pour le suivi régulier du dossier de l'investissement et la levée des obstacles entravant la concrétisation des projets.

Il a souligné que la wilaya de Saïda dispose de potentiels importants qui peuvent favoriser la réalisation de nombreux projets d'investissement à forte rentabilité.

Les travaux de cette session de l'APW se poursuivront dans les prochains jours, avec l'examen de la situation de l'investissement agricole et touristique.

Béchar Plus de 4.000 logements en chantier



La wilaya de Béchar, qui a bénéficié, ces dernières années, d'un programme global d'habitat de 56.282 unités tous programmes confondus, a réalisé et attribué, ces cinq dernières années, quelque 45.322 unités, selon les responsables locaux du secteur du logement.

Sur le même programme global, 4.053 unités relevant des exercices 2023 et 2024 sont actuellement en cours réalisation, tandis que 6.409 autres n'ont pas encore été lancées.

Au cours de cette année 2025, quelque 538 logements publics locaux ont été distribués à travers plusieurs collectivités, a-t-on ajouté de même source.

En matière d'habitat rural, la wilaya a également bénéficié, durant les cinq dernières années, de 32.561 logements, à travers les différentes communes de la wilaya. Concernant la cession des logements et autres locaux au profit des locataires auprès de l'Office de promotion et

de gestion immobilière (OPGI), il a été enregistré la cession de plus de 7.000 logements et plus de 600 locaux commerciaux. La célébration de la Journée arabe de l'habitat, a été marquée par plusieurs expositions sur les différents projets en cours de réalisation par le secteur de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville, dont plusieurs projets d'envergure, à l'exemple du stade de Béchar d'une capacité de 25.000 places pour plus de 33 milliards de DA.

Campagne contre la leishmaniose à Abadla

Une campagne de prévention et de lutte contre la leishmaniose est actuellement en cours dans la commune d'Abadla, avec pour principal objectif la réduction de la prolifération des phlébotomes, insectes vecteurs de cette maladie parasitaire. Initiée dans le cadre du programme national de lutte contre les zoonoses, cette opération est entrée dans sa deuxième phase, couvrant les différents quartiers et regroupements urbains de la commune.

Elle se poursuivra jusqu'au 15 octobre et ciblera particulièrement les points noirs identifiés lors des phases précédentes.

Supervisée par les services communaux, les unités locales d'épidémiologie et de médecine préventive, en coordination avec le comité de wilaya de lutte contre les zoonoses, la campagne vise à prévenir la contamination humaine par la leishmaniose, transmise par des moustiques. Des ressources humaines et

logistiques importantes ont été mobilisées dans le cadre de la stratégie nationale intégrée, qui repose sur des actions de démoustication, une surveillance épidémiologique renforcée, des campagnes de sensibilisation et la prise en charge médicale dans les structures hospitalières. Le lancement de cette phase à cette période de l'année est jugé crucial, car elle coïncide avec le pic d'activité des phlébotomes, selon des praticiens locaux en santé publique.

Timimoun Une caravane pour «un hiver au chaud »

Une caravane de solidarité baptisée «Un hiver au chaud » devant sillonner les différentes régions éloignées de la wilaya de Timimoun a été lancée mardi par le Croissant rouge algérien (CRA). La caravane, dont le départ a été donné par la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui, achemine, dans une première étape, 1.000 colis alimentaires et 1.800 couvertures, à être distribués dans les différentes communes et ksour de la wilaya, et se

poursuivra avec la distribution ultérieure d'autres aides de solidarité, dont des effets vestimentaires et des articles de couchage, a affirmé le président du comité de wilaya du CRA, Abderrahim Fassi.

L'opération s'inscrit dans le cadre des actions d'entraide et de solidarité consacrées annuellement par le CRA pour la période hivernale, ciblant les populations des zones éloignées, notamment en régions frontalières, a-t-il expliqué. Des carava-

nes sanitaires seront également organisées pour accompagner la campagne du CRA, dans le but de rapprocher les prestations de santé et de sensibilisation des citoyens à travers le pays, a ajouté M.Fassi. A noter que la présidente du CRA et présidente de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Ibtissam Hamlaoui, doit visiter, en compagnie des autorités locales, les différents ksour de la wilaya de Timimoun.

Relizane Inondations : l'ONA prend les devants

Une campagne préventive de nettoyage des avaloirs et des réseaux d'assainissement a été lancée, mardi, dans plusieurs quartiers de la ville de Relizane.

Cette initiative, menée par l'Office national de l'assainissement (ONA) de la région de Chlef, associe les unités de l'ONA des wilayas de Chlef, Tissemsilt, Aïn Defla et Relizane.

Le secrétaire général de la wilaya, Degha Laribi, a donné le coup d'envoi officiel de cette opération, qui s'inscrit dans le cadre des instructions du ministère de l'Hydraulique et de la direction générale de l'ONA.

Elle vise à renforcer la vigilance et améliorer le niveau de préparation face aux conditions climatiques changeantes attendues durant l'automne et l'hiver.

La campagne comprend le nettoyage des avaloirs, des réseaux d'assainissement et d'évacuation des eaux pluviales, ainsi que l'enlèvement des déchets et débris de construction dans six zones de la ville de Relizane, connues pour leurs accumulations d'eau, présentant des risques d'inondations à cause des oueds ou des routes mal drainées. Le chef de la division exploitation de l'ONA de Relizane, Bouabdallah Benaouina, a précisé que des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés par les quatre wilayas participantes qui sont engagées dans cette opération, notamment 80 agents, 10 camions à haute pression, 20 équipes d'intervention, dont 6 équipes hydrauliques, chacune composée de 4 agents travaillant

de manière coordonnée.

L'opération cible les quartiers et cités de Etoub, Graba, Belkhouja Benaouda, En-Nasr, 600 logements, Ezzitoune, 5 Juillet, rue Hadj Laroussi, le pôle urbain "Mina" (ex-CIAMETAL), ainsi que la nouvelle ville Benadda Benaouda (Barmadia).

De son côté, Cherif Sebaâ, directeur régional de l'ONA pour la région de Chlef, a déclaré à l'APS que cette campagne technique anticipée est d'une importance capitale, car elle permet de réduire les risques liés à l'obstruction des avaloirs, comme les inondations de routes ou la formation de mares d'eau entravant la circulation. Il a insisté sur le fait que ces mesures préventives visent à garantir un environnement urbain propre et sécurisé durant les saisons pluvieuses. Par ailleurs, le directeur des ressources en eau de la wilaya, Nabil Baghoura, a appelé les citoyens à ne pas jeter de déchets solides dans les avaloirs et à signaler tout blocage ou dysfonctionnement pouvant représenter un danger en cas de fortes pluies. Il a rappelé que la prévention reste le meilleur moyen de réduire les risques d'inondations.

A noter que depuis le mois d'août dernier, l'unité de l'ONA de Relizane, en coordination avec d'autres secteurs comme les travaux publics et l'hydraulique, a mené une grande campagne de nettoyage, visant à éliminer les points noirs, à purger les canalisations des eaux pluviales et à nettoyer les berges des oueds et ruisseaux proches des zones urbaines.

Tlemcen Soutien financier aux producteurs de tournesol

La campagne de récolte du tournesol dans la wilaya de Tlemcen devra toucher une superficie de 300 hectares, selon la direction des services agricoles (DSA). Le chef du bureau de l'organisation de la production et du soutien technique auprès de la DSA, Kamel Othmani, a indiqué à l'APS que cette campagne, lancée récemment dans sa deuxième expérience dans la wilaya, ciblera 100 hectares appartenant à des investisseurs privés, et 200 hectares exploités par les unités de production Hammadouche et Benaïssa.

Un rendement moyen de 7 quintaux par hectare est attendu, aussi bien dans les unités de production précitées que chez les agriculteurs privés. Il a ajouté que les graines de tournesol récoltées sont acheminées vers la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) pour y être nettoyées et débarrassées de leurs impuretés, avant d'être prêtes à l'utilisa-

tion, puis livrées aux opérateurs économiques activant dans la production d'huiles végétales. Par ailleurs, M. Othmani a indiqué que les agriculteurs souhaitant s'engager dans le programme national de culture du tournesol bénéficieront d'un soutien financier de 8.600 DA par quintal produit. Ce montant est réparti entre 3.000 DA octroyés par l'Etat et une prime additionnelle versée par un opérateur économique partenaire, estimée à 5.600 DA au minimum. La direction de l'agriculture a également organisé une journée de sensibilisation au profit des agriculteurs autour de ce programme national, afin de les encourager à développer les cultures oléagineuses et les informer des avantages et facilitations disponibles. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des objectifs fixés par le ministère de tutelle pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la facture d'importation des huiles végétales.

Mascara Condamné pour vol de portable dans une station-service

Belkecir Mohamed

La police judiciaire a mis fin aux activités d'un repris de justice qui ciblait ses victimes dans une station service à Froha. Un citoyen qui a fait une halte pour mettre de l'essence s'est vu voler son portable par un individu, dont il a donné le signalement. Le mis en cause, âgé de 40 ans, a été appréhendé sur son scooter

de retour à la station service pour viser d'autres clients. Le téléphone volé a été retrouvé et, dans le sac arrière, des objets subtilisés à d'autres personnes.

Une perquisition à son domicile a permis de découvrir huit puces téléphoniques, un morceau de kif et des psychotropes.

Présenté devant la justice, il a été condamné à un an et deux mois de prison et à une amende.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية سعيدة
مديرية التقنين والشؤون العامة
مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات
مكتب نزاع الملكية والمنازعات

16 أكتوبر 2025

قرار رقم 198/2025 مؤرخ في 16 أكتوبر 2025 يتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لمدينة سعيدة مديرية الري لإجاء مشروع الحصة 01 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 01 على مستوى DTF3 باتجاه STP رقم 02 على مستوى DTF4 بلدية ذوي ثابت، الحصة 02 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 02 على مستوى DTF4 باتجاه STP رقم 03 (400 م³) بلدية ذوي ثابت، والحصة 03 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 03 باتجاه الخزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية ذوي ثابت، الحصة 04 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من البئر الجديد تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان 100 م³ بلدية عين الحجر، والحصة 05 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من خزان 100 م³ تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية عين الحجر.

إن والي ولاية سعيدة

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975، المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 04 فبراير 1984، المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990، المتعلق بالتوجيه المقاري المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990، المتعلق بالتهيئة العمرانية والتعمير المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990، المتعلق بالأحكام الوطنية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991، الذي يحدد القواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 22 جوان 2011، المتعلق بالبلدية، المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 21 فبراير 2012، المتعلق بالولاية، لاسيما المادتين 110 و 111 منه،
- بمقتضى المرسوم الوزاري المؤرخ في 06 سبتمبر 2023، المتضمن تعيين السيد أمومن مرموري بصفته واليا لولاية سعيدة،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 27 جويلية 1993، المتضمن، الذي يحدد كيفية تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991، المتمم،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 215/94 المؤرخ في 23 جويلية 1994، المحدد لأجهزة الإدارة العامة في الولاية و هيكلها،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 265/95 المؤرخ في 06 سبتمبر 1995، المتعلق بتحديد صلاحيات مصالح التقنين والشؤون العامة والإدارة المحلية وقواعد تنظيمها و عملها،
- بمقتضى القرار الوزاري المؤرخ في 09 مارس 2025، الذي يحدد القائمة الوطنية للأشخاص المؤهلين للقيام بالتحقيق المسبق لإثبات المنفعة العمومية في إطار صلاحيات نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية بعنوان سنة 2025،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 57 المؤرخ في 26 جانفي 1993، المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 07 المؤرخ في 11 ماي 1994، المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 43 المؤرخ في 02 سبتمبر 2007، المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بناء على مقرر التفريد رقم 07 المؤرخ في 12 ماي 2025 للعملية رقم N.1.051.094.01.2020.000.020.24.002 التي عنوانها أشغال تدعيم و تأمين للتزويد بالمياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من مساحة ذوي ثابت و هضبة سعيدة مع منشآت تخزين (ولاية سعيدة).
- بناء على مقرر تغيير هيكله الكلفة رقم 020 المؤرخ في 07 أوت 2025 للعملية رقم N.1.051.094.01.2020.000.020.24.002 أشغال تدعيم و تأمين للتزويد بالمياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من مساحة ذوي ثابت و هضبة سعيدة مع منشآت تخزين (ولاية سعيدة).

بناء على الإرسال رقم 463 المؤرخ في 13 أوت 2025، الصادر عن مديرية الري المتضمن طلب إتخاذ إجراءات نزع الملكية من أجل المنفعة العامة لإجاء مشروع الحصة 01 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 01 على مستوى DTF3 باتجاه STP رقم 02 على مستوى DTF4 بلدية ذوي ثابت، الحصة 02 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 02 على مستوى DTF4 باتجاه STP رقم 03 (400 م³) بلدية ذوي ثابت، والحصة 03 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 03 باتجاه الخزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية ذوي ثابت، الحصة 04 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من البئر الجديد تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان 100 م³ بلدية عين الحجر، والحصة 05 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من خزان 100 م³ تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية عين الحجر.

بإقتراح من السيدة مديرة التقنين والشؤون العامة
تقرر مايلي :

المادة الأولى : يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لمدينة سعيدة مديرية الري لإجاء مشروع الحصة 01 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 01 على مستوى DTF3 باتجاه STP رقم 02 على مستوى DTF4 بلدية ذوي ثابت، الحصة 02 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 02 على مستوى DTF4 باتجاه STP رقم 03 (400 م³) بلدية ذوي ثابت، والحصة 03 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 03 باتجاه الخزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية ذوي ثابت، الحصة 04 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من البئر الجديد تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان 100 م³ بلدية عين الحجر، والحصة 05 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من خزان 100 م³ تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية عين الحجر.

المادة 02: يفتح التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية الخاصة بإجاء المشروع المذكور أعلاه ابتداء من: 19 أكتوبر 2025 إلى: 18 نوفمبر 2025 بمقر بلدية عين الحجر.

المادة 03: تشكل لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من السادة الآتية أسماؤهم

- عامر غيث، مهندس دولة في الموارد المائية، القسم الفرعي لمديرية الري بدائرة عين الحجر
- مهدي جلول، مهندس رئيسي في السكن و العمران، القسم الفرعي لمديرية السكن بدائرة عين الحجر
- بن زيان أمال وريدة، مفتش رئيسي في البيئة، مديرية البيئة

المادة 04: تتعبد لجنة التحقيق المسبق للتصريح بالمنفعة العمومية ملف و كذا سجل التحقيق و مخطط الوضعية للمشروع بمقر بلدية عين الحجر لمدة 30 يوما متتالية ابتداء من:

من: 19 أكتوبر 2025 إلى: 18 نوفمبر 2025

حتى يتمكن المواطنون من الإطلاع عليها من الساعة 09 إلى الساعة 11 صباحا ومن الساعة 13 إلى 16 مساء (ما عدا أيام العطلة القانونية) و تدون ملاحظاتهم وجوبا بسجل و يمكن لأعضاء لجنة التحقيق سماع أي شخص يمكن أن يساهم في إعطاء معلومات مفيدة عند استشارته.

المادة 05: لا يحق لأعضاء لجنة التحقيق المسبق أن يصرحوا بأي سر يتعلق بالمعلومات التي يطلبون عليها أثناء أداء مهمتهم.

المادة 06: عند انتهاء مدة التحقيق المذكور في المادة الثانية (02) من هذا القرار يعلق السجل و يفحص أعضاء لجنة التحقيق المسبق الملاحظات المدونة الملحقة بالسجل و يحررون تقريرا يستعرضون فيه استنتاجاتهم بشأن طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة يرسلونه إلى السيد والي خلال مدة 15 يوما ابتداء من إنتهاء المدة المحددة في المادة الثانية (02) من هذا القرار.

المادة 07: تقدم نسخة من تقرير أعضاء لجنة التحقيق وجوبا إلى الأشخاص المعنيين ببناء على طلبهم.

المادة 08: يجب أن يكون هذا القرار قبل خمسة عشرة (15) يوما من تاريخ فتح التحقيق.

- مشهرا بمقر بلدية عين الحجر.

- منشورا في يوميتين و طبعيتين لمدة ثلاثة (03) أيام متتالية على حساب المستفيد من العملية.

المادة 09: كل الآثار المالية الناتجة عن عملية نزع الملكية تقع على عاتق مديرية الري بصفتها المستفيدة من المشروع.
المادة 10: يكلف كل من السيدة و السادة: الأمين العام للولاية، مديرية التقنين و الشؤون العامة، مدير الري، مدير المصالح الفلاحية مدير السكن، مدير البيئة، رئيس دائرة عين الحجر، و رئيس المجلس الشعبي البلدي بلدية عين الحجر، بتنفيذ هذا القرار الذي يقيده ضمن مدونة القرارات الإدارية للولاية.

الوالي

أقر بتضمين فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية لعملية نزع الملكية من أجل المنفعة العمومية لمدينة سعيدة مديرية الري لإجاء مشروع الحصة 01 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 01 على مستوى DTF3 باتجاه STP رقم 02 على مستوى DTF4 بلدية ذوي ثابت، الحصة 02 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 02 على مستوى DTF4 باتجاه STP رقم 03 (400 م³) بلدية ذوي ثابت، والحصة 03 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من محطة الضخ STP رقم 03 باتجاه الخزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية ذوي ثابت، الحصة 04 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من البئر الجديد تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان 100 م³ بلدية عين الحجر، والحصة 05 أشغال تدعيم شبكة المياه الصالحة للشرب لمدينة سعيدة ابتداء من خزان 100 م³ تبودة (عين الحجر) باتجاه خزان X2 (5000 م³) بن عدوان بلدية عين الحجر.

Avis d'Appel d'Offres de Préqualification National
N° 58/2025/OTA/AOP/DIR

OTA lance un Appel de Préqualification National, pour «Sim management plateforme»

- Les représentants des sociétés intéressées peuvent envoyer leur dossier à l'adresse email: « e.directprocurementcategory@djezzy.dz »
- Le dossier nécessaire pour le retrait du cahier des charges doit comporter les pièces suivantes :
- Une copie du registre de commerce en cours de validité.
 - Demande de retrait du cahier des charges, établie sur papier en-tête, signée et cachetée par le représentant légal le désignant nommément.
 - L'Engagement de confidentialité qui doit être paraphé, rempli, signé et cacheté par le représentant légal de la société. L'engagement de confidentialité est téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.djezzy.dz/engagement-de-confidentialite-et-code-deconduite-du-partenaire-daffaire/>. (Rubrique Appel d'Offres).
 - Code de conduite du partenaire d'affaire qui doit être paraphé, signé et cacheté par le représentant légal de la société.
- Le code de conduite du partenaire d'affaire est téléchargeable sur le lien suivant : <https://www.djezzy.dz/engagement-de-confidentialite-et-code-deconduite-du-partenaire-daffaire/>. (Rubrique Appel d'Offres).

Le retrait du cahier des charges se fera gratuitement.

Les dossiers de candidature devront être envoyées à l'adresse indiquée, et mises sous enveloppe principale anonyme portant la mention :

Avis d'Appel d'offre de Préqualification National & International N°
58/2025/OTA/AOP/DIR
SOUSSION A NE PAS OUVRIR

OPTIMUM TELECOM ALGERIE SPA
Route de la Wilaya, Lot n° 37/4, Dar El Belda, Alger – Algérie

- Les dossiers de candidature doivent être remis, sous pli fermé et anonyme.
- Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges.
- Un complément de dossiers peut être demandé lors du processus de sélection.
- La date limite de dépôt des offres est fixée pour le 21/10/2025 à 14h00.
- Les soumissions qui parviendront après la date et heure limites de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Optimum Telecom Algérie s.p.a
Siège social : Route de wilaya, Lot n°37/4, Dar El Belda - Capital social : 164 002000000,00 DZD
www.djezzy.dz



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE TIZI
COMMUNE DE FROHA

2 eme Mise en demeure



MONSIEUR BAKHTI BRAHIM

CITE SID CHEIKH BLOC N°01 RDC A SAIDA

- Vu le marche N° 05/08/2024 daté du:05/08/2024 relative au projet du: REALISATION D'UN GROUPEMENT SCOLAIRE TYPE 02 AU DOUAR OULED MERAH»
- LOT N°01 : BLOC PEDAGOGIQUE+BLOC ADMINISTRATION, BLOC SANITAIRE
 - LOT N°04 : VRD
- Vu l'ODS N° 17/2024 du 05/08/2024 relative au démarrage des travaux dans délai 04 mois et 15 jours a partir 05/08/2024
 - Vu date limite des délais des travaux est le: 17/12/2024
 - Vu la Mise en demeure a paru le 16/03/2025 dans les quotidiens nationaux (Bola) et (Moud el riayzi).

Nous vous adressons cette mise en demeure pour

- Achèvement des travaux restant du projet
- renforcer le chantier en moyens humains et matériels et accélères le rythme des travaux, pour réceptionné le projet dans les brefs délais.

Dans un délai de (48) heures à compter de la première parution de cette mise en de meure dans les quotidiens nationaux écrite et électronique ou BOMOP.
En cas de dépassement de ce délai les procédures juridiques nécessaire seront prises suivant la réglementation applicable.

NB: les frais de publication de cette mise en demeure sont a la charge de l'entreprise

Froha le :02/10/2025
Le Président de :APC

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE MOSTAGANEM
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION
N.I.F : 099827019002032

Avis de correction d'attribution provisoire

En application des dispositions de l'article 65, du décret Présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La Direction de l'Urbanisme de l'Architecture et de la Construction de la wilaya de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offre national ouvert avec exigences de capacités minimales 14/ 2025 paru dans les deux quotidiens nationaux «الجمهوريه» du 10/04/2025 sous le N° 2531005476 et «Le Quotidien d'Oran» du 13/04/2025 sous le N° 2531005476.

Que le projet a été attribué provisoirement comme suit :

| OPERATION | PROJET | L'entreprise/ N.I.F | Montant De l'offre En TTC | Montant corrigé en T.T.C | Délais d'exécution | OBS |
|--|---|---|---|---|--|---|
| Suivi Et Réalisation D'un Hôpital De 60 Lits A Ain Noutissy - Mostaganem | Réalisation D'un Hôpital De 60 Lits A Ain Noutissy - Mostaganem en lot unique | EURL MEZOUGH MOHAMED 000429066291089 | Tranche Ferme : 1 936 746 966,21 DA | Tranche Ferme : 1 942 310 454,21 DA | Tranche Ferme : 16 MOIS | Offre répond aux conditions du cahier des charges |
| | | | Tranche Conditionnelle : 63 242 816,75 DA | | Tranche Conditionnelle : 08 MOIS | |
| | | | Montant Global : 1 999 989 782,96 DA | Montant Global : 2 005 553 270,96 DA | Délais Global : 24 MOIS | |

Les soumissionnaires peuvent se rapprocher des services de la DUAC, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours, auprès de la commission des marchés de la wilaya de Mostaganem dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis d'attribution provisoire.

LA DIRECTRICE

ANEP N° 2531013352 Le Quotidien d'Oran 09/10/2025

LOCAUX

■ A louer 2 garages distincts pour (stockage, atelier...) sis à Hai El Louz à Sid el Bachir sup de 83 m² et de 50 m² pour toute information ou visite appelez au 0668.67.49.67- 0799.70.99.81 NB : pas d'intermédiaire SVP

■ Loue à Tiarat C/V sur princl Bd caféteria 02 faç avec mat complet face univ + CEM + prim + lycée + univ neuf en activité + terrasse + Poss loue F2 dans villa atte caféteria + entrée individuelle. Tél Mob : 0557.74.60.91/ 0558.295.769

VILLAS

■ Vends maison maître 300 m², 16m façade, R+1 actée +L/F 150 m², reste dalle, composée 2 pces, 1 gd sal, gde cuis, gde cour avec 1 P, douche, WC + à côté petite cuis +2 P, garage à l'entrée de Hassi Bounif/Oran, - 0696.04.93.23 - 0697.65.78.39

■ A vendre immeuble 3 étages sur 401 m² sur gd Bd entrée station d'essence HLM et rond-point Morchid Seddikia idéal pour construire immeuble de 9 étages - tél : 0549.07.59.25

■ URGENT : A vendre villa actée 226 m² - 2F C/V Terga 45 min Oran 1,4 Nég + A louer appart Canastel 3^e étage 4,5U/mois 10 mois à l'avance - Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 00620846445

PENSÉE



Maître LALOUT Ahmed
et MOULESSEHOUL Fatima Zohra
épouse LALOUT
Ce jour du 10 octobre 1980 fut pour nous le jour le plus triste de notre vie. Malgré ces 45 années déjà passées vous resterez toujours présents dans nos cœurs nos chers parents.
Que Dieu le Tout-Puissant vous accorde Son infinie Miséricorde.
ALLAH YARHAMKOUIM.
Vos enfants et petits-enfants
LALOUT Baya

DIVERS

■ Entreprise travaux bâtiments, longue expérience, ponctuelle, vous propose démolition, finition (faïence, dalle de sol) - plomberie - électricité - Tél pour ville appart, usine, hôtel, Ain El-Turck, Oran et environs - 0792.56.03.68

ANNIVERSAIRE

Chère YAYA
BELGRAINET
Kheira



A l'occasion de ton 70^e anniversaire, je te souhaite une longue vie pleine de santé, de bonheur et de sérénité.
Soixante-dix ans d'amour, de tendresse et de générosité...
Que Dieu te garde et t'accorde encore de belles années remplies de joie.

Avec tout mon amour
Hami qui t'aime

APARTEMENT

■ V/loue/éch à Tiarat c/v c/simila Oran F6 act 03 faç e/o/sud cour comm 3000 m² dans cité clôt par 04 bt proximité de : commo : police + ptt + hammam + école + CEM + univ + superette + bus 02 sans vers centre-ville. Tél : 0557.74.60.91/0558.295.769

■ AV F4 140 m² + box, 3^e avec ascenseur Maraval + F4 136 m², îlot 45 Hasnaoui 2^e D.F + AV villa R+1, 270 m² + piscine la Lofa + AV villa R+2, 300 m² la Lofa + AV villa R+1, 200 m² en face hôt Président. Pas de courtier SVP - 0773.24.62.36 - 0792.04.44.29

Office public de Maître MEMOU NASR EDDINE
Huissier de Justice près le Tribunal de Sidi Bel Abbès
Boulevard de Amir Abdelkader N°13, 2ème étage Sidi Bel Abbès - N° Tél : 048.74.20.70 & Mobile : 0663.30.76.29

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES UNIQUEMENT PAR SOUMISSIONS CACHETÉES

Le jeudi 16 octobre 2025 à 9h00

Au niveau de notre bureau d'huissier de justice
Il sera procédé à la vente aux enchères publiques par voie de soumissions cachetées des produits de marque Brandt au profit de la société Brandt SPA.

| N° | Désignation | OBS |
|------------|--|------------------------------|
| Lot unique | Lot unique de produits électroménagers de marque Brandt (Voir liste) | «rework» produit retour neuf |

Conditions de vente :

1- La vente est sans garantie et en l'état. 2-Les adjudicataires participant aux enchères payant une caution de 2.000.000.00 DA au compte trésor contre un reçu déposé au bureau du HJ du lot adjudgé non remboursable en cas de désistement ou folles enchères. 3-L'enlèvement s'effectue dans un délai de 08 jours avec en sus droits d'enregistrement en plus droits du huissier de justice. 4-Les soumissions timbrées de 30 DA + copie carte d'identité doivent être déposées la veille au bureau de l'huissier. 5-Retirer le cahier des charges est obligatoire contre un paiement de 3000.00 DA.

Huissier de Justice

شركة الدراسات التقنية وهران
SOCIÉTÉ D'ETUDES TECHNIQUES D'ORAN
Société par actions au capital de 400.000.000,00DA- Rond point les Castors
BP 9977 El-Malki 31007 - Oran, Tél: (041) 74 76 68 Fax: (041) 74 76 69

Management System
ISO 9001:2015
ISO 14001:2015
ISO 45001:2018

Appel d'offres national et international

La société d'Etudes techniques d'Oran (SETO), bureau d'Etudes de droit algérien, lance un appel d'offres national pour l'acquisition de 10 véhicules 4*4 tout terrain neufs.

Le retrait des cahiers charges ainsi que le dépôt des offres se font au niveau de la direction générale de la SETO, sis à rond-point les Castors Oran, Algérie.

ANEP N° 2531100924 Le Quotidien d'Oran 09/10/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
DIRECTION DE L'HYDRAULIQUE
DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES
N° / DHW/ 2025

Sidi Bel Abbès : 05 661 2025

MISE EN DEMEURE N° 01

La Direction de l'hydraulique De La Wilaya De SIDI BEL ABBES Sise Au Boulevard Zabana Prolongé :

Vu le marché N° 143/2025 relatif aux travaux Lot n°02 : Station de pompage SP1 (Hamam Bouhadjar) - SP2 (Sidi Slimane), RENFORCEMENT EN A.E.P DE SIDI BEL ABBES A PARTIR DE L'ADUCTION DE LA TAFNA (STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CHATT EL HILLAL WILAYA D'AIN TEMOUCHENT)

- Vu L'ordre de service de commencement en date du 16/09/2025.
- Vu La visite du chantier effectuée le 02/10/2025
- Vu Le constat de l'absence de moyens matériels et humains ainsi que l'état d'abandon du chantier.
- Vu retard constaté dans l'exécution des travaux ainsi que du non-respect du planning prévisionnel des travaux...

La direction de l'hydraulique de la wilaya de sidi bel abbes mis en demeure l'entreprise SARL SAIDI BEN BRAHIM pour renforcer le chantier par les moyens humains et matériels nécessaires et d'assurer l'avancement effectif des travaux dans un délai maximal de huit (08) jours à compter de la date du première parution.

À défaut, la Direction de l'Hydraulique se verra dans l'obligation de prendre les mesures prévues par la réglementation en vigueur.

Le Directeur de l'Hydraulique
de la Wilaya de Sidi Bel Abbès

ANEP N° 2531013358 Le Quotidien d'Oran 09/10/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ
CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE D'ORAN
NIF : 099731019204033

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 65 alinéas 02 et l'article 161 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service publics, et Conformément à article 46 de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics Le centre hospitalo-universitaire d'ORAN, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis D'appel d'offres National ouvert avec exigence de capacités minimales N°15/2025 ayant pour objet : Fourniture d'habillement au profit du CHUO Pour L'année 2025 EN LOT UNIQUE, paru dans le quotidien le quotidien d'Oran le 04/09/2025, qu'Après la délibération de la commission d'évaluation des offre qui s'est déroulée en date du 05/10/2025, le marché a été attribué provisoirement comme suit :

| Désignation | Soumissionnaire retenu | Délai de livraison | Montant de la soumission en TTC/da | Motif du choix |
|--|---|--------------------|--|----------------|
| Fourniture D'habillement Pour L'année 2025 Au Profit Du CHUO EN LOT UNIQUE | SARL NEGMI HORIZON PROTECTION NIF : 00160601890161106004 | 30 jours | Min : 22 203 258.00 Max : 22 688 540.00 | Moins Disant |

Et Conformément à l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la commission sectorielle des marchés public - Ministère de la santé - EL MADANIA ALGER dans un délai de 10 jours à compter de la première parution du présent avis les autres soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités à se rapprocher du service contractant au plus tard trois (03 jours) à compter de la première parution du présent avis.

Fait à Oran le : 09/10/2025

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531013389 Le Quotidien d'Oran 09/10/2025

TF1

20.10 ENQUÊTE EN FAMILLE



Saison 1 - Episode 3

Alors que la kermesse de l'école du village bat son plein, une animation vire à la tragédie. Lors de son numéro, le magicien amateur Christian Bateau meurt transpercé en plein cœur par l'une des lames enfoncées par une spectatrice volontaire choisie dans l'assistance. Charline, qui a pris ses distances avec ses parents et vit temporairement chez Bastien, son amour d'enfance, est chargée de déterminer les circonstances du drame.

2

20.10 ROBERT BADINTER, LA VIE AVANT TOUT



Le 18 septembre 1981, la France abolit la peine de mort avec 363 voix pour et 117 contre. Pour Robert Badinter, alors ministre de la Justice de François Mitterrand, qui a conduit la réforme au Parlement, c'est l'œuvre de sa vie. A 53 ans, il entre dans l'Histoire. Raconté grâce à des archives, par son épouse Elisabeth et ses amis Laurent Fabius, Jean-Marc Sauvé, François Binet et Jacques Attali,...

3 JEUDI

20.10 PRIÈRE D'ENQUÊTER



S1 - Ep5 : Bonne chère et mauvais sang Dans restaurant de l'arrière pays montpelliérain, alors que Mathias livre des produits frais du potager de Valmagne, la patronne tombe sur le corps sans vie d'un second de cuisine, flottant dans la piscine. Chargée de l'enquête, Elli découvre que l'empoisonnement est la cause du décès. Elle doit alors démêler les liens entre les deux sœurs propriétaires du restaurant et faire face à la présence d'Antoine, son amour de jeunesse et investisseur impliqué dans l'affaire.

CANAL+ CINEMA

20.00 SUR UN FIL



Jo, une artiste de cirque de rue, se produit dans des spectacles en compagnie notamment de son complice de toujours, Gilles. Un soir, lors d'une représentation, elle fait une chute qui nécessite une opération et implique que la jeune femme ne pourra pas remonter sur une scène avant plusieurs mois. Jo est désespérée et craint de ne pas pouvoir s'en sortir financièrement. C'est alors que Gilles lui parle de sa seconde activité. Sous le costume de Poireau, il est clown dans le service pédiatrique d'un hôpital.

6

20.10 LE MEILLEUR PÂTISSIER



- La tarte est dans le pré

Lors de cette cinquième semaine du concours, Cyril et Mercotte invitent les candidats à une aventure en pleine nature pour mettre à l'honneur la tarte. Trois épreuves attendent les pâtisseries : d'abord, revisiter la célèbre tarte au citron meringuée, en sublimant son équilibre et ses textures ; puis relever le défi technique avec le poirait du Berry, spécialité rustique et exigeante ; enfin, laisser libre cours à leur imagination en créant une tarte géante en forme d'animal.

CINE + FRISSON


19.50 CREATION OF THE GODS II : DEMON FORCE



Nezha et Yang Jian emmènent le corps de Yin Jiao, prince héritier de la dynastie Shang, afin que le Grands Saint le ressuscite : mais la haine du défunt parasite l'opération et Yin Jiao absorbe une partie des pouvoirs du Grand Saint pendant le processus. De son côté, le roi Yin Shou est ressuscité par l'esprit du renard démoniaque à neuf queues. Il accueille ensuite ses généraux revenus de dix longues années de guerre et accompagnés par quatre géants querelleurs.

CANAL+

20.00 THE NARROW ROAD

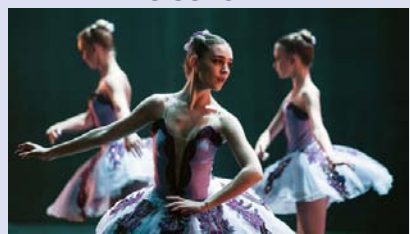


Saison 1 - Episode 1

Alors qu'il s'apprête à prononcer un discours pour le lancement de son dernier livre, Dorrigio Evans (Jacob Elordi), un célèbre chirurgien et héros de guerre, se retrouve submergé par les souvenirs d'une période sombre de sa vie. Prisonnier de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale, il évoque les épreuves qu'il a endurées aux côtés de ses camarades, alors qu'ils sont soumis aux horreurs de la captivité dans un camp japonais.

CINE + PREMIER

19.50 JOÏKA



À seulement 15 ans, Joy Womack, une danseuse américaine pleine de rêves et d'ambitions, se voit offrir une opportunité exceptionnelle : intégrer la prestigieuse troupe du Bolchoï, célèbre pour sa rigueur et son excellence. Cependant, son rêve se transforme rapidement en un véritable parcours du combattant. Sous l'œil acéré de Tatiyana Volkova, une instructrice réputée pour sa sévérité et ses méthodes d'enseignement impitoyables, Joy découvre un monde...

TF1

19.35 FRANCE / AZERBAÏDJAN



L'équipe de France occupe la première place du groupe D après ses deux victoires contre l'Ukraine et l'Islande le mois dernier. Théo Hernandez, Michael Olise et les Bleus veulent conforter leur position en s'imposant le plus largement possible au Parc des Princes face à l'Azerbaïdjan, l'adversaire a priori le plus faible de la poule. Pour cela, les joueurs du sélectionneur Didier Deschamps devront trouver rapidement la faille au sein d'une équipe qui jouera ostensiblement la défense et tentera son va-tout en contre.

2

20.10 SIMON COLEMAN



Saison 1 - Ep 3 : Le saut de l'ange

Lors d'un saut en chute libre entre copines, le parachute d'Agathe Fournier, 29 ans, ne s'ouvre pas. La jeune femme décède sous les yeux de ses amies Candice et Nora... Les trois amies préparaient une exhibition pour une association en faveur des enfants défavorisés. L'enquête révèle qu'il s'agit d'un sabotage. Les soupçons se portent bientôt sur le mari de la victime, employé chez un concessionnaire automobile.

3 VENDREDI

20.10 LA BOÎTE À SECRETS



Faustine Bollaert reçoit Laurent Gerra, Anny Duperey et Gautier Capuçon. Les trois personnalités partagent leurs souvenirs marquants et plongent dans les épisodes déterminants de leur existence. Chaque invité découvre des surprises concoctées spécialement par leurs familles et amis les plus chers. Cette soirée mélange révélations intimes, retrouvailles touchantes et moments de joie collective. L'animatrice promet une succession d'émotions variées alternant entre attendrissement, hilarité et nostalgie.

CANAL+ CINEMA

20.00 LA VALLÉE DES FOUS



La vie de Jean-Paul Choveau (Jean-Paul Rouve), restaurateur dans le Finistère, est un véritable cauchemar depuis la mort de sa femme, un événement tragique dont il ne parvient pas à se relever. Dévasté par le chagrin, il voit son quotidien se dégrader alors que son fils, désormais adulte, s'éloigne peu à peu de lui, ajoutant à son sentiment d'isolement. Parallèlement, il est submergé par ses responsabilités envers sa fille, Camille, qui traverse également des moments difficiles.

6

20.10 CAUCHEMAR EN CUISINE



Philippe Etchebest, appelé par Aurora, la serveuse d'un restaurant routier, se rend à Sète en Occitanie pour venir en aide à Bachir et sa famille. Leur établissement, dont ils sont les propriétaires depuis 14 ans, connaît de grandes difficultés depuis un certain temps, selon Aurora... Cette fois-ci, l'intervention ne se déroule pas comme prévu et le chef doit faire face à un événement inattendu : le refus d'aide remet en question l'ensemble du projet et oblige Philippe Etchebest à prendre des décisions difficiles.

CINE + FRISSON

19.50 SIN CITY



Dans la ville corrompue et désenchantée de Sin City, le crime règne en maître et les âmes perdues se croisent dans un univers brutal et sans pitié. Hartigan (Bruce Willis), un policier intègre, se bat contre la décadence de sa ville, prêt à sacrifier sa carrière et sa vie pour protéger une fillette innocente des griffes d'un psychopathe. Parallèlement, Marv (Mickey Rourke), un homme à la force surhumaine, se lance dans une quête vengeresse pour retrouver l'assassin de sa dernière amante,...

CANAL+

20.10 BETTER MAN



Dans l'Angleterre des années 1980, plus précisément à Stoke-On-Trent, une ville marquée par la précarité et les rêves brisés, un jeune garçon de 8 ans, Robbie Williams, tente de trouver sa place dans un monde qui ne lui sourit pas toujours. Moqué par ses camarades et en proie à un manque de confiance, Robbie découvre pourtant une lueur d'espoir grâce à deux figures essentielles : son père, Peter, un passionné des crooners américains qui lui transmet son amour pour la musique, et sa grand-mère,...

CINE + PREMIER

19.50 KINDS OF KINDNESS



Dans une société où le contrôle est omniprésent, Robert (Jesse Plemons) et son mari Sarah (Emma Stone) vivent sous l'autorité tyrannique de Raymond (Willem Dafoe), un homme qui régule chaque aspect de leur existence. Leur quotidien bascule lorsque Raymond ordonne à Robert de tuer R.M.F., un individu ayant accepté d'être assassiné. Ce geste atroce devient un catalyseur pour Robert, qui, pris de remords, refuse d'exécuter cet ordre macabre et se confie à Raymond,...

FOUILLIS N° 9392

CROISÉS N° 9392

A. Tenu pour dit.
B. Mûris en leur temps.
Pronom.
C. Vaut un montant.
Monter aux oreilles.
Grecque.
D. Cérémonial.
De droite à gauche.
E. Mère « vicieuse ».
F. Issues de souche.
Mauvais traitements.
G. Fendu. Vivant.
H. Monastère orthodoxe.
Pas doué pour le vol.
I. Sentit.
Note de musique.
Manger sur le champ.
J. Propos de personne à propos.

| | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| E | C | I | L | A | C | E | R | T | E | M | O | R | A | B |
| N | T | N | E | M | E | N | N | O | S | I | O | P | M | E |
| E | R | C | A | S | E | R | V | A | S | E | E | M | R | A |
| R | A | U | T | N | E | M | E | N | I | A | T | R | E | C |
| G | N | E | E | G | I | T | A | N | I | E | V | N | O | T |
| I | D | C | U | V | C | H | A | R | E | E | E | N | R | P |
| E | O | N | M | R | A | R | E | S | R | V | T | O | L | P |
| T | N | E | A | E | O | S | I | T | E | R | I | A | R | F |
| N | N | D | S | U | I | H | I | U | E | K | C | E | A | O |
| E | E | I | E | O | C | G | E | R | A | E | A | C | R | R |
| M | E | S | N | N | E | R | N | V | R | V | O | E | E | C |
| E | R | E | A | L | I | T | E | I | I | N | U | L | S | E |
| D | O | R | L | O | T | E | R | S | E | R | I | V | A | N |
| U | F | P | P | O | T | S | A | E | E | P | P | A | R | G |
| R | E | L | L | I | U | O | B | R | A | B | G | N | A | G |

Les 11 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er c'est mistigri.
- Mon 2e est une couverture d'oreiller.
- Mon 3e est naïf.

Mon tout donne des marrons.

| | | | | | | | | | | | | |
|---------------|---------------|---------------|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 1 A | 2 N | 3 U | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 |
| 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 10 | 4 | 2 | 4 | 7 | 1 | 16 | 11 | 4 | 5 |
| 1 | 17 | 1 | 8 | 4 | 7 | | 9 | 7 | 4 |
| 2 | | 17 | 3 | | 7 | 3 | 5 | | 8 |
| 6 | 4 | 4 | | 6 | 9 | 2 | 6 | 4 | 7 |
| 1 | 6 | | 8 | 9 | 10 | 9 | 4 | 7 | 4 |
| 7 | 4 | 8 | 7 | 4 | 4 | | 5 | 18 | 6 |
| 13 | 7 | | 4 | 7 | 7 | 4 | | 13 | 4 |
| 9 | 2 | | 15 | 5 | | 9 | 13 | 4 | 12 |
| 5 | 4 | 1 | 3 | | 14 | 7 | 9 | 7 | 4 |
| 4 | 11 | | 5 | 1 | 11 | 4 | 7 | | 2 |
| | 5 | 1 | 8 | 7 | 4 | | 4 | 5 | 6 |
| 4 | | 11 | 3 | | 8 | 12 | | 3 | |
| 13 | 3 | 4 | 11 | | 19 | 4 | 6 | 7 | 4 |
| 4 | 2 | 5 | 4 | 10 | 4 | 11 | 9 | 4 | 5 |
| 2 | 4 | 4 | | 6 | 5 | 1 | 7 | 5 | |

SUDOKU N° 9392

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | 6 | 1 | | 5 | 3 | 4 | |
| 3 | 1 | 5 | | | | | | |
| 4 | | | | 9 | | 8 | | |
| | | 7 | 9 | | | | | |
| | 3 | | | | 4 | | | |
| 2 | 8 | 4 | | 6 | | 5 | | |
| 1 | | 3 | 5 | 8 | | 9 | 6 | |
| | | | 7 | 3 | | | | |
| 7 | 5 | | | | 6 | | | 8 |

7666 N 3700J

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| P | E | R | F | U | S | I | O | N |
| O | S | A | S | S | S | S | O | |
| L | S | T | R | I | P | O | L | I |
| I | R | A | N | I | L | S | | |
| C | E | L | E | E | E | | | |
| H | C | U | S | E | N | T | | |
| I | C | I | N | O | S | T | | |
| N | E | T | E | S | M | | | |
| E | T | R | E | I | R | I | S | |
| L | O | D | E | U | X | | | |
| L | E | N | T | E | S | E | T | |
| E | T | S | S | T | A | R | | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| H | E | R | I | S | S | O | N | N | E |
| I | N | O | F | F | E | N | S | I | F |
| E | S | T | | | T | A | E | M | |
| R | I | | U | L | | G | O | B | E |
| A | L | I | S | I | E | R | | | E |
| R | E | S | I | G | N | E | S | | R |
| C | E | | T | U | A | | E | P | I |
| H | | T | E | E | | P | L | I | E |
| I | N | N | E | S | | | L | E | T |
| E | T | A | | S | P | E | E | D | E |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | 7 | 9 | 8 | 5 | 1 | 2 | 3 | 6 |
| 6 | 8 | 2 | 7 | 9 | 3 | 1 | 5 | 4 |
| 3 | 1 | 5 | 2 | 6 | 4 | 8 | 9 | 7 |
| 2 | 9 | 7 | 3 | 4 | 5 | 6 | 8 | 1 |
| 8 | 5 | 3 | 1 | 7 | 6 | 9 | 4 | 2 |
| 1 | 4 | 6 | 9 | 2 | 8 | 3 | 7 | 5 |
| 9 | 6 | 1 | 4 | 3 | 7 | 5 | 2 | 8 |
| 5 | 3 | 8 | 6 | 8 | 2 | 7 | 1 | 9 |
| 7 | 2 | 8 | 5 | 1 | 9 | 4 | 6 | 3 |

CODÉS N° 9391

| | | | | | | | | | | | |
|----|---|----|---|----|---|----|---|----|---|----|---|
| 1 | M | 2 | I | 3 | G | 4 | E | 5 | S | 6 | T |
| 7 | R | 8 | N | 9 | P | 10 | O | 11 | U | 12 | C |
| 13 | A | 14 | L | 15 | V | 16 | D | 17 | X | 18 | |
| 19 | | 20 | | 21 | | 22 | | 23 | | 24 | |

FOUILLIS N° 9391:
FUMEE (Fût - Mets)



10 ERRORS



Inondations meurtrières en Inde: les animaux sauvages de deux réserves en cavale



Les inondations qui ont ravagé le weekend dernier la région de Darjeeling, dans l'extrême nord-est de l'Inde, ont fait au moins 36 morts et des milliers de sinistrés, et submergé deux réserves animalières dont les éléphants ou les tigres se sont enfuis. «Deux refuges qui abritaient des éléphants d'Asie, des bisons, des tigres du Bengale, des cerfs ou des rhinocéros ont été submergés, les animaux ont dû fuir», a déclaré mercredi à l'AFP la ministre des Forêts de l'Etat du Bengale occidental, Birbaha Hansda. Un troupeau d'une trentaine d'éléphants a été repéré lundi perdu au milieu d'une zone inondée, un léopard et des cerfs à proximité d'une rivière en crue, a détaillé la responsable, très inquiète de leur sort. «On ne sait pas combien d'éléphants vont pouvoir survivre», a-t-elle commenté. Les pluies diluviennes qui ont inondé les deux parcs nationaux de Gorumara et Jaldapara, fermés jusqu'à nouvel ordre, y ont déjà fait de nombreuses victimes.

L'Ethiopie accuse l'Erythrée de «se préparer activement à une guerre»

Financement de groupes armés, ingérence, tentative de déstabilisation: l'Ethiopie accuse son voisin érythréen, ainsi qu'une faction du Front de libération du Peuple du Tigré (TPLF), parti qui a dominé la vie politique éthiopienne pendant presque trente ans, de se préparer «activement à une guerre» contre elle. Les relations entre l'Ethiopie et l'Erythrée sont extrêmement tendues depuis plusieurs mois. «La collusion entre le gouvernement érythréen et le TPLF est devenue plus évidente ces derniers mois», a affirmé Addis Abeba, pour qui son voisin érythréen est le «principal artisan de ces activités néfastes» et cherche à «déstabiliser et fragmenter l'Ethiopie». L'Ethiopie et l'Erythrée ont connu ces dernières années des relations en dents de scie. L'Erythrée a obtenu son indépendance de l'Ethiopie en 1993 après une longue lutte armée.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Pakistan: 19 terroristes éliminés par l'armée



Dix-neuf terroristes ont été éliminés lors d'une opération militaire menée, dans la nuit de mardi à mercredi, dans la province du Khyber-Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du Pakistan, a annoncé mercredi l'armée pakistanaise.

Cette opération, menée sur la base de renseignements, a eu lieu dans le district d'Orakzai de la province, où la présence

de terroristes avait été signalée, a déclaré dans un communiqué le service de relations publiques interarmées (ISPR), service de presse de l'armée pakistanaise.

Les forces de sécurité ont efficacement engagé le combat avec les terroristes sur place, ce qui a entraîné la mort de 19 d'entre eux, a déclaré l'ISPR. Cependant, au cours

d'un intense échange de tirs, onze soldats ont également perdu la vie, a-t-il ajouté. Une opération de ratissage est en cours dans la région afin d'éliminer la présence de terroristes, a déclaré l'ISPR.

L'armée a déclaré que les forces de sécurité pakistanaïses étaient déterminées à éradiquer la menace terroriste dans le pays.

Quatre morts dans l'effondrement d'un immeuble à Madrid



Les corps de deux personnes portées disparues après l'effondrement d'un immeuble en construction, mardi dans le centre de Madrid, ont été retrouvés mercredi matin par les pompiers, portant le bilan à quatre morts.

Deux corps ont été retrouvés mardi soir sur le site près de la Plaza Mayor, un quartier

touristique très fréquenté, quelques heures après l'effondrement partiel du bâtiment. Les pompiers ont retrouvé les deux autres corps tôt mercredi matin, a déclaré le maire, Jose Luis Martinez-Almeida, sur les réseaux sociaux. Les services d'urgence ont indiqué que parmi les victimes figuraient trois hommes travaillant sur le chan-

tier et une femme supervisant le projet. Selon des médias espagnols, les ouvriers étaient originaires du Mali, de Guinée et d'Equateur. Trois autres personnes ont été légèrement blessées. Une enquête a été ouverte pour déterminer l'origine de l'effondrement de cet ancien immeuble de bureaux, en cours de transformation en hôtel.

Soudan : huit morts dans le bombardement d'une maternité



Au moins huit personnes ont été tuées et plusieurs autres ont été blessées dans le bombardement d'une maternité dans la ville d'El-Fasher, dans la région du Darfour, au Soudan, a indiqué mercredi une source médicale, qui a imputé l'attaque aux Forces de soutien rapide (FSR). L'attaque, survenue mardi, a également fait sept blessés dans l'hôpital d'El-Fasher et «endommagé des bâtiments et des équipements», a indiqué cette source.

Cet hôpital est l'un des derniers établissements de santé encore fonctionnels de la ville, contre laquelle les FSR ont redoublé, depuis août, les tirs d'artillerie et les attaques de drones avec l'objectif de la faire tomber. Les FSR ont pris ces dernières semaines le contrôle de plus en plus de secteurs d'El-Fasher.

Entrée dans sa troisième année, le conflit armé au Soudan a fait des dizaines de milliers de morts, des millions de déplacés et provoqué ce que l'ONU qualifie de «pire crise humanitaire au monde».

Le Nobel de chimie récompense un trio pour une nouvelle forme de structure moléculaire



Le Nobel de chimie 2025 a été décerné mercredi à un trio composé du Japonais Susumu Kitagawa, de Richard Robson, né en Grande-Bretagne, et de l'Américain Omar M. Yaghi «pour le développement des structures métallo-organiques», de nouvelles formes moléculaires, a annoncé le comité Nobel. «Ces constructions, les structures métallo-organiques, peuvent être utilisées pour récupérer l'eau de l'air du désert, capturer le dioxyde de carbone, stocker des gaz toxiques ou catalyser des réactions chimiques», a expliqué le jury dans un communiqué.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RÉAPPRENDRE LES COUTUMES DE GRAND-MÈRES

L'Office national des statistiques s'engage dans une large enquête sur la consommation des ménages tous secteurs confondus. L'alimentation, l'éducation, la santé, les services et l'ensemble des domaines dépensiers des Algériens. Il s'agira d'un décorticage au microscope des comportements quotidiens des ménages pour livrer un état juste sur la situation de la consommation de la société.

De visu, il est déjà remarqué qu'une révolution dans ce domaine s'opère induite par la démographie rampante que complique une crise économique mondiale à laquelle l'Algérie n'a pas échappé. Partout les modèles de consommation sont en phase de bouleversement.

Comme dans plusieurs pays, les indices de changements les plus apparents sont observés dans l'alimentation et l'habillement.

Les réparateurs de chaussures reviennent à leur ancienne gloire et les bouchers ont définitivement tourné le dos aux gigots d'agneau pour s'adapter aux restrictions financières des pères de famille. Les deux s'alignent forcés à la culture prenante de la friperie vestimentaire ou à tout le moins à celle des vêtements de deuxième main. Dans les fêtes et les mariages, où la viande de poulet a fini par supplanter le méchoui, s'achalandent sans gaité de cœur, de costumes et de robes loués.

Les recettes alimentaires des aïeux redeviennent à l'honneur se réconciliant avec la parcimonie financière des ménages pour convenir au contenu du porte-

monnaie. Les commerces se plient à une mue contrainte pour ne pas baisser rideaux et vendeurs comme acheteurs s'adaptent à une nouvelle culture de consommation qui a tout l'air de se prolonger.

Dans son enquête approfondie, l'ONS aura là d'importants points de repère pour présenter la réalité détaillée d'une nouvelle orientation de la consommation des ménages. Cette orientation ne va pas sans s'accompagner d'une multitude d'exigences financières de plus en plus contraignantes qu'imposent le progrès et la nécessaire adaptation à la vie moderne.

Une modernité difficile à supporter pour que dans un paradoxe étonnant, la société soit dans l'obligation de réapprendre les coutumes, les us et les recettes fines de grand-mères. Un retour obligé que le monde entier entreprend.